

UNIVERSITÉ DE ZAGREB
FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
DÉPARTEMENT D'ÉTUDES ROMANES

**Droit international humanitaire – génocide, crimes contres
l'humanité, crimes de guerre : travail terminographique**

MÉMOIRE DE MASTER
MASTER EN LANGUE ET LETTRES FRANÇAISES
MENTION TRADUCTION
(Niveau M2)

Directeur de recherche :
Ivana Franić

Présenté par :
Ana Bedenko

Zagreb, décembre 2014

TABLE DES MATIÈRES :

1. Introduction.....	1-02
2. Présentation de la discipline – terminologie.....	3
2.1. Terminologie.....	3-11
2.1.1. Terminologie et terminographie.....	4
2.1.2. Travail d'un terminographe.....	5
2.1.3. Terminologie et lexicographie.....	6
2.1.4. Terminotique (termatique).....	6-07
2.2. Terme.....	7-08
2.2.1. Types de termes.....	8
2.3. Mot.....	9
2.3.1. Différence entre « terme » et « mot ».....	9
2.4. Concept (notion).....	9-10
2.5. Domaine de spécialité.....	10
2.6. Langue de spécialité.....	10-11
3. Méthodologie de la terminologie.....	12
3.1. Recherche terminologique.....	12
3.2. Corpus.....	13
3.3. Contexte.....	14
3.4. Fiche terminologique.....	14-15
3.5. Dossier terminologique.....	15
3.6. Définition terminologiques.....	16
3.7. Arbre du domaine.....	16-17
3.8.....Différents types de manuels terminologiques.....	17
4. Domaine étudié.....	18-19
5. Traduction.....	20-52
6. Les notions pertinentes.....	53-54
6.1. Langue BCMS et les problèmes de son emploi.....	55
7. Glossaire.....	56-65
8. Arborescence.....	66
9. Fiches terminologiques.....	67-89

10. Conclusion.....	90-91
11. Bibliographie.....	92-93
12. Sitographie.....	94
13. Annexe.....	95

1. Introduction

Selon Marie-Claude L'Homme la terminologie aujourd'hui ne se limite pas à la mise à jour d'une base de données terminologique ou au travail pour un service de traduction. Les terminologues peuvent mettre leur expertise au service de projets de lexicographie, de science de l'information, de classification et d'indexation, et de gestion de contenu alors que leur contribution dans ces secteurs peut rehausser la qualité et la productivité et faire économiser du temps. La terminologie est multidisciplinaire. En tant que discipline et que profession, elle a beaucoup changé au cours des dernières décennies et a énormément grandi en importance.¹ Cette discipline est née des besoins pratiques de caractère technique et pourtant de nos jours elle prend un rôle beaucoup plus large et adaptable.

Dans notre travail terminologique nous allons nous occuper du domaine du droit international humanitaire ou plus précisément d'une partie du Statut de Rome portant sur les crimes contre l'humanité, les crimes de génocide, les crimes de guerre ainsi que des infractions graves des Conventions de Genève. Puisque la terminologie juridique représente un champ assez vaste et complexe nous avons choisi l'aspect d'un domaine du droit d'un caractère assez particulier contenant des nuances politiques, humanitaires, sociologiques et psychologiques. C'est précisément cet aspect multidisciplinaire de la terminologie que mentionne M.-C. L'Homme dans son entrevue.² Il est donc nécessaire de profiter de ce caractère flexible de la terminologie et essayer de décrire un domaine à la fois insaisissable et rigide. Malgré son importance internationale nous considérons que ce domaine n'a pas été étudié suffisamment et il n'existe pas de manuels satisfaisants que l'on pourrait consulter confronté à ce domaine.

Prenant cela en considération, nous allons essayer de décrire le domaine choisi et offrir une solution servant de première étape dans une telle tâche.

Nous avons divisé notre travail terminologique en deux parties. La première partie se concentre sur la théorie de la terminologie que nous avons implémentée dans la partie pratique de notre travail. Nous abordons le domaine du droit international humanitaire par la traduction d'un extrait du rapport portant sur le génocide rwandais – *Organisation de l'Unité*

¹ www.ailia.ca/Entrevue+avec+Marie-Claude+LHomme

² Ibid.

Africaine : Rapport sur le génocide au Rwanda – vu que c'est un des pires exemples des violations des droits de l'Homme.

Dans notre travail terminologique nous avons utilisé plusieurs textes traitant le même sujet. Nous nous avons servi abondamment du texte du *Statut de Rome – éléments des crimes*, qui est d'un caractère sec et rigide mais en même temps très riche en termes spécialisés.

Après avoir dépouillé le corpus nous allons procéder à la rédaction d'un glossaire, à la création des fiches terminologiques et de l'arbre de domaine. Le but de notre travail est d'essayer d'élucider un peu le domaine du droit international humanitaire, surtout les parties portant sur les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le génocide. Nous prétendons que c'est un sujet extrêmement important et intéressant mais des fois difficile d'expliquer et de saisir à cause d'un manque de bases de données relatives à ce domaine.

2. Présentation de la discipline – Terminologie

2.1. Terminologie

La terminologie est une discipline qui a pour objet l'étude d'un vocabulaire spécifique qui appartient à une langue naturelle mais relève aussi d'un domaine de spécialité.³

La terminologie est née des besoins pratiques d'ordre technique dans un contexte d'internationalisation économique et donc avec un but très précis. C'est à partir de ces besoins pratiques que la terminologie a été disciplinarisée de façon consciente et programmée.⁴

Nous pouvons tracer les débuts de la terminologie moderne dans les années 1930 avec l'apparition de la thèse doctorale d'Eugen Wüster, « père » de la terminologie moderne, qui offre des arguments pour systématisation des méthodologies terminologiques. Puisque l'industrialisation rapide et le développement économique et scientifique ont commencé à exiger sa propre langue, E. Wüster a envisagé la terminologie comme un outil pratique pour éliminer l'ambiguïté dans la communication scientifique et technique.⁵

Selon Maria Teresa Cabré nous pouvons diviser le développement de la terminologie en quatre étapes :

- Les origines (1930-1960) – Cette première étape, caractérisée par la création des méthodes pour la formation systématique des termes, a puisé son inspiration dans le travail pionnier d'E. Wüster.
- La structuration du champ (1960-1975) – La seconde étape marque les innovations terminologiques très importantes inspirées du développement des techniques de documentation et du début du développement informatique.

³ Cabré, Teresa M. *Terminology : Theory, methods and application*. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 1999, p. 3

http://books.google.hr/books?id=GAqGD9Xtu0IC&printsec=frontcover&hl=hr&source=gbs_ge_%20%20%20

⁴ htl.linguist.univ-paris-diderot.fr/num5/articles/Cabré_2012

⁵ Cabré, Teresa M. *Terminology : Theory, methods and application*. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 1999, p. 5-6

http://books.google.hr/books?id=GAqGD9Xtu0IC&printsec=frontcover&hl=hr&source=gbs_ge_%20%20%20

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs

- Le *boom* (1975-1985) – Cette étape représente une croissance et un développement rapides de la terminologie ainsi que la prolifération des projets terminologiques.
- L'Expansion (1985-présent) – La dernière étape, qui dure encore, marque le développement rapide de l'informatique qui continue à influencer la terminologie qui à son tour évolue et développe de nouvelles méthodes scientifiques en élargissant son champ d'activité.⁶

Par conséquent, selon les mots de Marie-Claude L'Homme : « auparavant, la terminologie était confinée à la traduction et à l'aménagement linguistique. Aujourd'hui son champ d'action est beaucoup plus vaste. »⁷

2.1.1. Terminologie et terminographie

Dans les années 1970, Alain Rey a fait une distinction entre les aspects appliqués et théoriques de la terminologie et les a nommés respectivement terminographie et terminologie. Marie-Claude L'Homme distingue aussi entre la terminologie et la terminographie précisant que la « terminographie regroupe les diverses activités d'acquisition, de compilation et de gestion des termes » alors que la « terminologie se penche sur les questions fondamentales que soulève l'étude des termes et propose un cadre conceptuel pour les appréhender ».⁸

⁶ Cabré, Teresa M. *Terminology : Theory, methods and application*. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 1999, p. 5-6

http://books.google.hr/books?id=GAqGD9Xtu0IC&printsec=frontcover&hl=hr&source=gbs_ge_%20%20%20

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs

⁷ Intervju s l'Homme

⁸ L'Homme, Marie – Claude. *La terminologie : principes et techniques*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2004, p. 45-47

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs

2.1.2. Travail d'un terminographe

Le travail terminographique, appelé aussi recherche thématique, consiste en plusieurs tâches. Une recherche terminographique porte sur l'ensemble des termes d'un domaine. D'abord il est nécessaire de mettre en forme un corpus en recherchant et en organisant des textes spécialisés qui serviront de base. Ensuite on repère les termes à partir des textes spécialisés organisés auparavant. Après avoir repéré les termes il faut les décrire en recueillant les données importantes ou plus précisément les contextes dans lesquels ces termes apparaissent. Le terminographe procède ensuite à l'analyse et la synthèse des données recueillies en faisant des distinctions sémantiques, des regroupements analogiques et en dégagant la structure terminologique. Par ailleurs il est nécessaire d'encoder des données dans le dictionnaire spécialisé ou la banque de terminologie et de les organiser. La phase finale concerne la gestion des données terminologiques qui comprend l'ajout, la suppression, la correction des données en fonction de l'évolution des usages.⁹

Les étapes de travail terminographique selon Marie-Claude L'Homme :

- La mise en forme d'un corpus
- Le repérage de termes
- La collecte de données
- L'analyse et la synthèse des données
- L'encodage des données
- L'organisation des données terminologiques
- La gestion des données terminologiques

⁹ L'Homme, Marie – Claude. La terminologie : principes et techniques. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2004., p. 45-47

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs

2.1.3. Terminologie et lexicographie

Bien que la terminologie et la lexicographie ne soient pas les mêmes disciplines elles partagent certaines caractéristiques qui rendent difficile leur distinction. Elles traitent des mots, elles ont toutes les deux un aspect théorique ainsi qu'un aspect appliqué et elles produisent les dictionnaires et les manuels. Néanmoins, il est nécessaire d'insister sur l'autonomie de la terminologie les différences entre ces deux disciplines sont quand même importantes. Par rapport au domaine la lexicologie étudie tous les mots d'une langue alors que la terminologie ne considère que les mots appartenant à un domaine spécialisé. Il ne fallait pas confondre les deux disciplines. Ce sont précisément les langues spécialisées appartenant à des domaines de spécialité qui distinguent la terminologie de la lexicographie (et lexicologie). Alors que la lexicographie recense tous les mots - les classe, les définit et les illustre (en présentant son travail sous une forme de dictionnaires) la terminologie (et la terminographie) s'occupe exclusivement des termes spécialisés appartenant à des langues spécialisées. Par ailleurs, la plupart des unités lexicales que la terminologie étudie sont de nature nominale (il s'agit des termes fixes) tandis que la lexicographie s'intéresse à tous les mots, c'est-à-dire leur catégorie grammaticale n'a aucune importance.

2.1.4. Terminotique (termatique)

D'après Eugen Wüster la terminologie et la documentation sont deux disciplines sœurs. Depuis que l'informatique les a révolutionnées les ressemblances sont encore plus frappantes. Après avoir intégré la documentation dans son fonctionnement de base, la terminologie devient terminotique. Il s'agit donc d'une discipline qui fusionne la terminologie et l'informatique.¹⁰ Au sens strict, le terme terminotique recouvre l'ensemble des opérations de stockage, gestion et consultation des données terminologiques à l'aide de moyens informatiques. Au début il s'appliquait à la constitution de fichiers indexés ou de bases de données, à la gestion de banques de données et à la définition de procédures de consultation.

¹⁰ www.termisti.org./rifal/cahiers/rint18/rint18.pdf

De nos jours, cette discipline trouve de nouveaux champs d'application dans la création de dictionnaires destinés à la traduction automatique, à la rédaction technique assistée, à la gestion de systèmes experts et d'analyse documentaire.

En conclusion nous pouvons dire que le terminologue dégage et propose les principes d'analyse, de constitution, de gestion et de diffusion des données terminologique tandis que le terminoticien gère les données par des moyens informatiques.

2.2. Terme

D'après Marie-Claude L'Homme un terme est une unité lexicale et il se distingue formellement des autres unités linguistiques (morphèmes, syntagmes, phrases, etc.). Sur le plan sémantique il résulte de l'association d'une forme linguistique et d'un sens lexical. Un sens spécialisé, c'est-à-dire un sens qui peut être lié à un domaine de spécialité, est le trait le plus important du terme qui le distingue des autres unités lexicales.¹¹

La terminographie nous aide à reconnaître les termes voulus dans des unités lexicales et bien qu'il semble assez simple de trouver les termes nécessaires dans un texte il est des fois très difficile de les identifier ou de ne pas les confondre avec les termes appartenant à un autre domaine similaire. C'est ici où commence le travail d'un terminographe mentionné auparavant.

¹¹ L'Homme, Marie – Claude. La terminologie : principes et techniques. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2004., p. 32-22

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs

Dans son article *Sur la notion de « terme »* Marie-Claude L'Homme note que l'emploi de *terme* est souvent ambigu dans la littérature spécialisée et c'est pourquoi il est des fois compliqué à arriver à une définition constante et satisfaisante. Elle ajoute que certains prétendent qu'il s'agit d'une composante formelle servant à communiquer un concept tandis que les autres croient qu'un terme est en effet un signe linguistique.¹² L'Homme présente des perspectives théoriques et descriptives de la notion de *terme*.¹³

D'après L. Depecker le terme réunit la désignation et le concept.¹⁴

2.2.1. Types de termes

La plupart des termes sont de nature nominale c'est-à-dire ils sont soit les noms soit les syntagmes nominaux. Nous pouvons diviser tous les termes en deux groupes : termes simples et termes complexes. Le premier groupe consiste en termes formés d'un seul mot, d'une seule base (ex. génocide, hostilité, emprisonnement) alors que le deuxième groupe comprend les termes complexes, termes formés de plusieurs unités graphiques (ex. prise d'otage, transfert forcé, crime contre l'humanité).¹⁵

¹² L'Homme, Marie – Claude. « Sur la notion de "terme" ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 4, p. 1112-1132, 2004., p. 1112-1113

<http://erudit.org/revue/meta/2005/v50/n4/012064ar.pdf>

¹³ L'Homme, Marie – Claude. « Sur la notion de "terme" ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 4, p. 1112-1132, 2004., p. 1130

<http://erudit.org/revue/meta/2005/v50/n4/012064ar.pdf>

¹⁴ Depecker, Loïck. *Entre signe et concept : Éléments de terminologie générale*. Paris : Presse Sorbonne Nouvelle, 2002, p. 21

http://books.google.hr/books?id=FIPEbfecHI0C&printsec=frontcover&hl=hr&source=gbs_ge_su%20mmmary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false

¹⁵ L'Homme, Marie – Claude. *La terminologie : principes et techniques*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2004., p. 58-59

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs

2.3. Mot

2.3.1 Différence entre « terme » et « mot »

La définition provenant du Petit Robert dit que le mot est chacun des sons ou groupe de sons correspondant à un sens, entre lesquels se distribue le langage. Le même dictionnaire désigne le terme comme le mot appartenant à un vocabulaire spécial, qui n'est pas d'un usage courant dans la langue commune.¹⁶ Il fallait donc en conclure que ce sens spécialisé, c'est-à-dire cet appartenance à un domaine spécialisé (selon le Petit Robert – le vocabulaire spécialisé) distingue un terme d'un mot simple. Néanmoins, cette définition n'est pas entièrement correcte. Il existe beaucoup de termes qui, bien qu'ils appartiennent à un domaine spécialisé, figurent aussi dans l'usage courant dans la langue commune et peuvent changer de registre de langue. Le terme génocide par exemple appartient au domaine du droit international humanitaire et apparaît dans les actes législatifs. Il est pourtant présent dans l'usage courant dans la langue commune et figure dans des textes qui ne sont pas particulièrement spécialisé.

Par ailleurs le terme peut dépasser les limites du mot alors que le mot peut correspondre à des choses aussi différentes que des prépositions, des conjonctions ou des adverbes qui ne sauraient dénommer des réalités techniques.¹⁷

2.4. Concept (notion)

Dans son livre *La terminologie : principes et techniques*, Marie-Claude L'Homme explique que le concept est une représentation mentale qui retient les caractéristiques communes à un ensemble d'objets. Les objets du monde réel sont tous différents mais il est raisonnable de penser que la représentation que nous en faisons retient l'essentiel des leurs caractéristiques.

En terminologie classique, cette représentation mentale est donnée comme posée (on ne cherche pas à en expliquer la nature) et on considère qu'elle précède la forme linguistique comme telle.¹⁸

¹⁶ *Le nouveau Petit Robert de la langue française*. Paris : Le Robert, 2007, p. 1640 ; 2534

¹⁷ [Psydoc-fr.broca.inserm.fr/colloques/ct/j4/blanchon.html](http://psydoc-fr.broca.inserm.fr/colloques/ct/j4/blanchon.html)

¹⁸ L'Homme, Marie – Claude. *La terminologie : principes et techniques*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2004, p. 25

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs

Selon L. Depecker le concept est l'élément principal par lequel nous pensons. Il s'agit d'une unité structurée de pensée par laquelle nous formons notre rapport avec le réel.¹⁹

Dans le travail terminologique nous utilisons souvent les concepts comme point de départ c'est-à-dire le concept est un moyen par lequel on arrive au terme (la réalisation linguistique du concept).

2.5. Domaine de spécialité

Puisque chaque terme possède un sens spécialisé il existe dans un contexte spécifique c'est-à-dire il fait partie d'un système linguistique spécialisé. Le sens spécialisé de chaque terme est le sens qui entre en rapport avec un domaine de spécialité. Un domaine de spécialité, c'est-à-dire un domaine de connaissance particulière doit avoir sa propre langue qui unit tous les concepts appartenant à ce champ spécifique de connaissance. Les termes spécialisés, liés entre eux et appartenant à un système linguistique spécialisé font ensemble un domaine de spécialité, leur champ « d'activité ».

2.6. Langue de spécialité

Tout domaine de spécialité doit avoir sa propre langue spécialisée qui se distingue de la langue commune et son usage quotidien. La langue de spécialité a son propre vocabulaire et sa propre syntaxe correspondant à leur domaine. Dans chaque domaine du savoir on utilise des termes très particuliers qui renvoient à des réalités bien définies dans ces domaines. Ils ne peuvent pas être confondus avec les mots identiques utilisés dans d'autres domaines. La langue de spécialité est une sorte de vecteur de connaissances spécialisées.

¹⁹ Depecker, Loïck. *Entre signe et concept : Éléments de terminologie générale*. Paris : Presse Sorbonne Nouvelle, 2002, p. 42-43

http://books.google.hr/books?id=FIPEbfecHI0C&printsec=frontcover&hl=hr&source=gbs_ge_su%20mmary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false

C'est un système linguistique qui ressemble les spécificités linguistique d'un domaine particulier et il se distingue de la langue commune par les situations d'utilisation et par le type d'information qu'il véhicule. Pour éviter la confusion et l'ambiguïté, souvent présentes dans la langue générale, la langue de spécialité tente toujours de réunir un concept et un terme. Par ailleurs, dans la langue générale nous pouvons trouver tous les types de mots c'est-à-dire toutes les catégories grammaticales alors que la langue de spécialité comprend, dans la plupart des cas, les termes de nature nominale.

3. Méthodologie de la terminologie

Benyahia, Brodeur et Dion précisent les différentes étapes d'un travail terminographique :

- Délimiter le sujet de recherche
- Respecter les critères de sélection de la documentation
- Construire l'arbre du domaine en fonction d'un objectif précis
- Elaborer la structure informatique de la fiche
- Consigner les données terminologiques dans cette fiche²⁰

3.1. Recherche terminologique

L'ensemble des activités comportant la collecte, l'analyse, la synthèse, la consignation et le traitement des données relatives aux concepts spécialisés et à leurs désignations représente la recherche terminologique. Ses objectifs sont :

- L'établissement et l'utilisation de structures du savoir
- l'utilité des systèmes de classement documentaires ou autres
- l'adoption de divers types d'analyses de corpus textuels spécialisés
- la formation des concepts, leur évolution et leurs relations réciproques
- la formation des désignations et leurs relations réciproques²¹

²⁰ Benyahia, Sofia; Brodeur, France; Dion, Monique. « Chantier terminologique : les bois hors forêt, étude de cas ». Meta : journal des traducteurs n° 3, p. 517-527, 1993, p. 527

<http://id.erudit.org/iderudit/002061ar>

²¹ www.bt-tb.tpsgc-pwgsc.gc.ca/btb.php?lang=fra&cont=308

3.2. Corpus

Le corpus est un ensemble de textes concernant un domaine spécialisé. Choix du corpus représente la première étape importante dans un travail terminographique. Le terminographe doit prudemment sélectionner des textes à partir desquels il va ensuite étudier les termes. Après avoir choisi les textes représentatifs du domaine spécifique il va en relever des termes pertinents. Il est aussi important que ce corpus textuel contient des textes provenant de différents registres de langue afin que l'on puisse repérer les termes du domaine en leur totalité. Nous appelons ce travail le dépouillement du corpus.

Finalement il est nécessaire de satisfaire certaines conditions pour qu'un groupe de textes puisse s'appeler le corpus :

- Le groupe de textes constitue un ensemble de données linguistiques (des mots, des phrases, des morphèmes)
- Les données linguistiques en question doivent apparaître dans un environnement « naturel ». Par conséquent le corpus se distingue d'ouvrages de référence comme les dictionnaires qui résultent d'une analyse déjà faite par des spécialistes.
- La sélection des textes contenant ces données linguistiques devait reposer sur des critères explicites ce qui permettra à un tiers d'interpréter les éventuelles généralisations faites à partir du corpus.²²

Notre corpus dans ce travail terminologique comporte plusieurs textes :

- Une partie du rapport soumis par *Organisation de l'Unité Africaine : Rapport sur le génocide au Rwanda*
- Le texte éléments des crimes, tiré des *Documents officiels de l'Assemblée des états Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale*
- Plusieurs autres textes traitant le même sujet : *La mise en œuvre de la responsabilité de protéger – Rapport du secrétaire général ; Prévention du génocide – Rapport de la Haut – Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*

²² L'Homme, Marie – Claude. La terminologie : principes et techniques. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2004., p. 123

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs, 123

3.3. Contexte

« L'Environnement » linguistique qui entoure un terme et explique son sens s'appelle le contexte. Le contexte a deux fonctions :

- préciser le sens de mot
- montrer son fonctionnement dans une phrase authentique (il sert donc également pour la description linguistique)

Le choix du contexte présente une tâche délicate – certains paragraphes sont trop longs et il faut les couper alors qu'un texte n'apportant aucun renseignement sur le sens du terme ne sera guère utile. Pour pouvoir expliquer un terme d'une manière optimale, le contexte privilégié, d'après Benyahia, Brodeur et Dion, est celui qui contient le plus d'éléments révélateurs de la notion.²³ Nous pouvons distinguer le contexte définitoire et le contexte langagier. Le contexte définitoire reprend les caractères essentiels d'un objet, il en énonce les fonctions, décrit les conséquences d'un événement tandis que le contexte langagier illustre l'utilisation d'une dénomination dans une langue de spécialité.

3.4. Fiche terminologique

Une fiche terminologique est un modèle de présentation des données qui regroupe en divers champs tous les renseignements pertinents relatifs à un concept spécialisé. Par conséquent toute fiche comporte les informations les plus importantes sur un terme comme les renseignements grammaticaux, le statut, la collocation, la définition, la remarque linguistique, le domaine, le sous-domaine, le synonyme, l'hyperonyme, l'hyponyme, le contexte du terme et la référence, l'équivalent dans une autre langue, la source de l'équivalent, le contexte de l'équivalent et la référence. Une autre définition propose que la fiche terminologique est une unité de base de l'information terminologiques.

²³ Benyahia, Sofia; Brodeur, France; Dion, Monique. « Chantier terminologique : les bois hors forêt, étude de cas ». *Meta : journal des traducteurs* n° 3, p. 517-527, 1993, p. 525

<http://id.erudit.org/iderudit/002061ar>

Selon le Didactiel de Pavel il s'agit du support d'information qui permet la synthèse et la systématisation des données sélectionnées dans le dossier terminologique. Toutes les données d'une fiche élucident un seul concept, ses désignations et ses relations avec les autres concepts d'un système conceptuel. Ainsi, la personne qui consulte la fiche peut comprendre complètement la notion décrite. Les exigences principales de la rédaction d'une fiche sont d'une part la validité et la concision du contenu et d'autre part l'actualité et la complémentarité des données. Par conséquent, avant de commencer la rédaction d'une fiche il faudrait bien étudier le contenu du dossier terminologique afin de sélectionner ou de formuler la définition la plus complète.

3.5. Dossier terminologique

Toute recherche terminologique est étayée d'un ensemble d'informations sur les caractéristiques du concept étudié et les particularités de ses désignations. L'outil où ces informations sont habituellement systématisées s'appelle le dossier terminologique. Ce dossier comprend une collection abondante de citations ou d'explications textuelles (définitions, contextes) confirmant l'analyse d'un seul concept et de ses désignations.

Le dossier terminologique est par définition « uninotionnel » c'est-à-dire qu'il met en évidence ce qui distingue le concept étudié de tous les autres concepts de la documentation réunie et du domaine traité.

3.6. Définition terminologique

D'après Loïc Depecker une définition est un micro-système composé de caractères du concept décrit.²⁴ Louise Larivière distingue trois types de définitions : la définition lexicographique, la définition encyclopédique et la définition terminologique.

- Définition lexicographique – ce type de définition est utilisé dans les dictionnaires de langues et les dictionnaires encyclopédiques. Elle explicite des signifiés en distinguant les sens et les emplois des signes (ou mots) d'une langue.
- Définition encyclopédique – elle est utilisée dans les encyclopédies et les dictionnaires encyclopédiques. Elle doit fournir un ensemble de connaissance sur une chose.
- Définition terminologique – cette définition est utilisée dans les vocabulaires spécialisés. Elle se propose de caractériser (de délimiter et de distinguer des autres notions) des notions dénommées par un terme et représentant une chose à l'intérieur d'un système organisé.²⁵

3.7. Arbre du domaine (Arborescence ; Arbre analogique)

L'arbre de domaine est la représentation, sous une forme pyramidale, des notions clés d'un domaine et des relations qu'elles entretiennent entre elles. Pourtant ce type de représentation n'est pas propre à la terminologie – d'autres disciplines en font usage. Ces arbres s'appellent : organigrammes, structures arborescentes, arbres généalogiques et thésaurus.

²⁴ Depecker, Loïc. *Entre signe et concept : Éléments de terminologie générale*. Paris : Presse Sorbonne Nouvelle, 2002., p. 140

http://books.google.hr/books?id=FIPEbfecHI0C&printsec=frontcover&hl=hr&source=gbs_ge_su%20mmmary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false

²⁵ Larivière, Louise. « Comment formuler une définition terminologique ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 3, p. 405-418, 1996, p. 409-410

<http://id.erudit.org/iderudit/003401ar.pdf>

Nous connaissons en terminologie deux types d'arbres de domaine : *l'arborescence verticale* ou à *progression verticale* et *l'arborescence horizontale* ou à *progression horizontale*.

- L'arborescence verticale est un arbre dont le sommet se situe au point le plus haut du schéma. Il rappelle l'arbre généalogique.
- L'arborescence horizontale est l'arbre dont le sommet de la figure occupe l'espace le plus à gauche de la page. Ce type possède un défaut – sa progression est limitée par la longueur de la page.²⁶

3.8. Les différents types de manuels terminologiques

- Dictionnaire : répertoire d'unités lexicales qui contient des informations de nature sémantique, notionnelle, référentielle, grammaticale ou phonétique.
- Glossaire : répertoire qui définit ou explique des termes anciens, rares ou mal connus.
- Lexique : répertoire qui inventorie des termes accompagnés de leurs équivalents dans une ou plusieurs autre langue, et qui ne comporte pas de définitions.
- Nomenclature : répertoire de termes qui présentent des relations notionnelles fortement structurés et correspondant à des règles systématiques de dénomination.
- Thésaurus : langage documentaire fondé sur une structuration hiérarchisée d'un ou plusieurs domaines de la connaissance et dans lequel les notions sont représentées par des termes d'une ou plusieurs langues naturelles et les relations entre notions par des signes conventionnels. De point de vue de sa forme, le thésaurus est un vocabulaire organisé, comportant des termes ayant entre eux des relations sémantiques et génériques, qui s'applique de façon exhaustive à un domaine de la connaissance.²⁷
- Vocabulaire : répertoire qui inventorie les termes d'un domaine et qui décrit les notions désignées par ces termes au moyen de définitions ou d'illustrations.²⁸

²⁶ Zafio, N. Massiva. « L'arbre de domaine en terminologie ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 2, p. 161-168, 1985, p. 161-165.

<http://id.erudit.org/iderudit/004635ar.pdf>

²⁷ Zafio, N. Massiva. « L'arbre de domaine en terminologie ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 2, p. 161-168, 1985, p. 163

<http://id.erudit.org/iderudit/004635ar.pdf>

²⁸ [Psydoc-fr.broca.inserm.fr/colloques/ct/j4/blanchon.html](http://psydoc-fr.broca.inserm.fr/colloques/ct/j4/blanchon.html)

4. Domaine du droit international humanitaire – crimes de génocide, crimes contre l’humanité, crimes de guerre (Statut de Rome)

Pour notre travail terminologique nous avons choisi le domaine du droit international humanitaire ou plus précisément la partie concernant les crimes de génocide, crimes contre l’humanité et crimes de guerre qui figurent dans le Statut de Rome, document qui définit les règles de fonctionnement élémentaire de la Cour pénale internationale. La Cour pénale internationale (CPI), régie par le Statut de Rome, est la première cour pénale internationale permanente créée par traité pour contribuer à mettre fin à l’impunité des auteurs des crimes les plus graves qui touche la communauté internationale. Le 17 juillet 1998, la communauté internationale a franchi une étape historique lorsque 120 Etats ont adopté le Statut de Rome, fondement juridique de la création de la Cour pénale internationale permanente.

Le Statut de Rome est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002, après sa ratification par 60 pays.²⁹

L’extrait du rapport *Organisation de l’Unité Africaine : Rapport sur le génocide au Rwanda*, que nous avons traduit porte sur le génocide rwandais, l’une des pires catastrophes du XXème siècle. Le texte, rédigé peu après le génocide, apporte la succession d’événements et sa description détaillée dès le début de la conception du programme de génocide jusqu’à la fin du génocide. Il explique ses origines, ses causes et le développement du programme d’extermination, l’organisation au niveau politique, l’aspect psychologique et les massacres horribles qui ont eu lieu en 1994 ainsi que les graves conséquences que le peuple rwandais et leur pays ont subies et subissent encore. Finalement l’organisation donne une description détaillée de la situation présente rwandaise et propose des solutions pour la réhabilitation de ceux qui ont survécu ainsi que pour la reconstruction du pays. Bien que le cas étudié dans notre travail soit celui du génocide rwandais la méthodologie utilisée peut être appliquée sur d’autres situations analogues comme par exemple le génocide à Srebrenica ou bien les crimes récents de l’Israël contre le peuple palestinien.

²⁹ www.icc-cpi.int/FR_Menus/icc/pages/default.aspx

Certains termes, spécifiquement rwandais, ne sont pas traduits car ils ne font pas partie de notre domaine mais ils sont pourtant expliqués dans le texte.

La motivation pour effectuer ce type d'analyse terminologique ne repose seulement sur l'intérêt linguistique mais plutôt sur le fait qu'il s'agit d'un sujet extrêmement important qui mérite une recherche extensive. Or, l'aspect juridique de la recherche du sujet est bien évident mais ce qui manque c'est une base de données terminologique multilingue. Nous croyons que ce type de manuel (banque de termes etc.) pourrait faciliter le travail des professionnels, surtout juridiques, et développer davantage le champ du droit international humanitaire (ou bien son aspect linguistique) visant à protéger ceux qui en ont besoin. Pourquoi ne pas donc commencer par la terminologie ?

5. Traduction

- **Izvještaj o genocidu u Ruandi**

Genocid:

Uvečer 6. travnja 1994. godine u 20 sati i 30 minuta dvomotorni avion Mystere Falcon koji je prevozio predsjednika Ruande srušen je točno u trenutku kada se spremao sletjeti u zračnu luku u Kigaliju. Vozilo se srušilo u vrtovima predsjedničke palače usmrivši pritom sve putnike uključujući i predsjednika Burundija Cypriena Ntaryamira, članove francuske posade i nekoliko savjetnika visokoga ranga predsjednika Habyarimana. Rušenje aviona naglo je pokrenulo jednu od najvećih tragedija našega doba. U manje od sto dana najmanje će 500 000, a zasigurno više od 800 000 osoba, muškaraca, žene i djece, većinom pripadnika Tutsi stanovništva biti ubijeno. Na tisuće drugih bit će silovano, mučeno i doživotno osakaćeno. Milijuni osoba, većinom Hutu, premjestili su se u unutrašnjost zemlje ili pobjegli kao izbjeglice u susjedne države. Ova se tragedija nikada nije trebala dogoditi. Ruandski genocid nije se odvio spontano. Bila mu je potrebna globalna strategija, minuciozno planiranje i organizacija, apsolutna kontrola vladinih sredstava, motivirane ubojice, sredstva masovnog ubijanja, sposobnost identificiranja i ubijanja žrtava kao i čvrsta kontrola medija koja bi omogućila širenje pravih poruka unutar i izvan države. Taj dijabolični mehanizam pleo se polako u godinama nakon invazije 1990. godine, a ubrzao u drugoj polovici 1993. godine nakon potpisivanja sporazuma u Arushi i ubojstva demokratski izabranog predsjednika Hutua u Burundiju od strane Tutsi vojnika. Barem u teoriji sve je bilo spremno, nedostajala je samo nesreća predsjednikova aviona.

Međutim, ostaje neriješeno pitanje jesu li Hutu ekstremisti namjerno oborili avion s ciljem pokretanja genocida. Jesu li radikali stvorili tu priliku ili su je samo iskoristili kada se pojavila? Dokazi koje posjedujemo ne daju nam odgovor na to pitanje, a događaji koji su uslijedili odmah nakon nesreće ne pokazuju nužno da su urotnici čekali upravo taj trenutak kako bi napali. Značajna je konfuzija vladala gotovo dva dana među Hutu elitom.

Nova je vlada osnovana tek nakon 8. travnja. Prva ubojstva umjerenih Hutua i Tutsija stavljenih na popise za ubijanje koji su kružili Kigalijem započela su tek dvanaest sati nakon nesreće. Genocid je, u smislu eliminacije svih Tutsija, započeo tek 12. travnja. Moglo bi se reći da je početni cilj radikala išao u smjeru državnog udara protiv koalicijske vlade, a ne u smjeru genocida. Čini se stoga da su u ključnom trenutku, usprkos učinkovitom mehanizmu ubijanja koji je bio osmišljen, urotnici morali improvizirati. Štoviše, razina pripravnosti razlikovala se diljem zemlje ovisno o lokalnom stavu prema Tutsijima. Tako je primjerice na sjeverozapadu, odakle je više članova Akazua potjecalo, predodređeno da se odmah napadne Tutsije. U Butareu pokolj nije mogao započeti dok radikali nisu zamijenili lokalne upravitelje svojim članovima.

Nakon što su Hutu ekstremisti preuzeli kontrolu posvuda, došla je do izražaja čuvena iznimna učinkovitost Ruande. Da cilj nikada nije doveden u pitanje priznao je četiri godine kasnije Jean Kambanda, premijer tijekom tih mjeseci, za vrijeme svog sudskog procesa kad se izjasnio krivim za genocid., Kambanda je priznao da je genocid bio planiran unaprijed, ali i da "su u Ruandi 1994., vođeni sustavni napadi golemih razmjera protiv civilnog stanovništva Tutsija s ciljem njihova istrjebljenja. U Ruandi su se dogodili pokolji stotina tisuća osoba uključujući i žene, djecu, starce i mladež koji su proganjani i ubijani tamo gdje su tražili utočište – u prefekturama, gradskim uredima, školama, crkvama i stadionima.

Kambanda je priznao da je za vrijeme genocida predsjedao na sastancima vijeća ministra "gdje se nadgledalo odvijanje pokolja, ali ništa nije poduzeto kako bi mu se stalo na kraj." Sudjelovao je u otpuštanju prefekta Butare jer se ovaj protivio pokolju i u imenovanju novoga prefekta kako bi povećao raspon ubijanja na Tutsije iz Butare. 8. je lipnja dao naredbu koja je trebala "ohrabriti i ojačati Interahamwe³⁰ koji su nastavili s pokoljem civilnog stanovništva Tutsija. Tom je direktivom vlada preuzela odgovornost za djela Interahamwe. Ustvari, njegova je vlada "dijelila oružje i streljivo tim skupinama. Kambanda je priznao da je 21. lipnja posjetio radio postaju RTLMC i potaknuo je "da nastavi pozivati na pokolj civilnog stanovništva Tutsija izjavivši kako je radio postaja neophodan alat u borbi protiv neprijatelja." Suci su zabilježili da je tijekom genocida poticao prefekte i gradske poglavare na pokolj i ubojstva civila i da je posjetio nekoliko prefektura "s ciljem poticanja i ohrabrivanja stanovništva na ubojstva pa čak i čestitao ljudima koji su ih počinili." U potpunosti je priznao da je tvorac motivacijske rečenice koja se iznimno brzo proširila: „Odbijte proliti krv za

³⁰ O. p. – Interahamwe – les Interahamwe constituent la plus importante des milices rwandaises crée par le MRND. Interahamwe signifie « ceux qui combattent ensemble ». Ils sont responsables de la plupart des massacres pendant le génocide en 1994.

domovinu i (pasji) skotovi će je popiti uzalud." Od njega je osobno zatraženo da poduzme sve mjere kako bi zaštitio hospitaliziranu djecu koja su preživjela pokolj, ali on se nije odazvao. Istoga su dana djeca bila pobijena.

Naposljetku je Kambanda priznao da je naredio podizanje cestovnih barikada znajući pritom da će poslužiti identifikaciji Tutsija s ciljem njihova uništenja, te da je kao premijer sudjelovao u dijeljenju oružja i streljiva članovima političkih stranaka, paravojsnim postrojbama i stanovništvu znajući da će to oružje služiti ubijanju Tutsi civila. Osobno je svjedočio pokolju Tutsija, a o tome je znao i putem izvještaja prefekta i rasprava vijeća ministra. Premda se Kambanda otada vraćao na svoje izjašnjavanje o krivnji u ponešto zagonetnim okolnostima, o tijeku genocida zna se dovoljno da se može potvrditi njegovo prvotno priznanje.

Prvi koraci:

Dvadeset minuta nakon pada aviona ruandskim je vojnicima naređeno da zatvore zračnu luku. Čak ni postrojbe MINUAR-a³¹ nisu imale pristup. Sat vremena kasnije, u 21 sat, RTLMC je objavio vijest i ubrzo nakon toga potvrdio smrt predsjednika. Predsjednička je garda odmah okružila rezidenciju premijera Agathe Uwilingiyamana i zatim počela odvoditi političare MRND-a³² i njihove obitelji prema vojnom kampu. Istovremeno je zabranila političarima opozicije da napuštaju svoje rezidencije. Premijer je telefonirao generalu Dallaireu oko 22 sata kako bi ga obavijestio da su njegovi umjereni ministri u svojim domovima prestravljeni dok se ekstremni ministri smatraju nestalima te da ih je nemoguće kontaktirati. Rano idućega jutra, Interhamwe su pozvani da patroliraju ulicama Kigalija, a vojnici su učvrstili barikade po čitavom centru grada.

Poručnik Bagosora, direktor kabineta u ministarstvu obrane i čovjek kojega većina stručnjaka smatra vođom genocida, pokušao je od samog početaka uzeti stvar u svoje ruke. Snažno je lobirao za postavljanje vojne vlade, ali su general Dallaire, vojni zapovjednik MINUAR-a i Jacques Roger Booh-Booh, posebni predstavnik UN-a, obojica preporučili

³¹ O. p. - MINUAR – La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda – une mission de l'ONU au Rwanda créée en 1993

³² O. p. – MRND – Mouvement républicain pour la démocratie et le développement, ex- Mouvement révolutionnaire national pour le développement

zadržavanje legitimne civilne vlasti. Bagosora, oružane snage i MRND nisu namjeravali dalje raspravljati s premijerom Uwilingiyimanaom, ali su se žestoko protivili pitanju civilne vlade. Bagosora je nastavio vršiti pritisak s ciljem postavljanja vojne vlade vjerojatno kako bi joj sam bio na čelu, ali je opozicija bila toliko snažna da su izbili sukobi između jednoga ogranka oružanih sila i vojne policije s jedne te Bagosorinih saveznika u sklopu predsjedničke garde s druge strane.

Članovi predsjedničke garde 7. su travnja ubili dva kandidata za predsjedništvo vijeća za tranziciju od kojih je jedan trebao zamijeniti Habyarimana. Ubili su i predsjednika Ustavnog suda i ministra obavještajne službe, a obojica su bili pripadnici umjerenih Hutua koalicijske vlade i pristaše Sporazuma iz Arushe. Njihovo je ubojstvo olakšalo radikalima formiranje vlade u potpunosti odane Hutu ekstremistima. Istoga su dana vladini vojnici ubili premijerku Uwilingiyamana i napali predsjednike oporbenih stranki ubivši ih pritom ili prisilivši na bijeg.

Rano ujutro 8. travnja, nakon posljednjeg neuspjelog pokušaja postizanja sporazuma s ciljem uspostave vojne vlade, poručnik Bagosora osnovao je privremenu civilnu vladu sastavljenu od 12 ministara MRND-a i od 8 članova oporbenih stranki koji su svi bili simpatizeri pokreta *Hutu Power*.³³ Poručnik Gatsinzi postavljen je na čelo vojnoga zapovjedništva, a Jean Kambanda imenovan je premijerom. Kao reakcija na prevlast predstavnika sa sjeverozapada zemlje u sklopu Habyarimanove vlade, većina članova nove vlade potjecala je s juga zemlje što je bio pokušaj da se novoj vladi osigura legitimitet i širi regionalni značaj. Iako Bagosora i njegova družina nisu uspjeli steći osobnu prevlast koju su priželjkivali, nova je vlada jednako podržavala genocid kao i oni.

Postojala je još posljednja nada da se spriječi katastrofa koja je djelovala sve neizbježnije. U sklopu vojske određeni su se umjereni časnici nastavili žestoko protiviti pokretu *Hutu Power*, ali kao što je to čest slučaj u povijesti Ruande, bili su vrlo lako potisnuti. Uvečer 7. travnja, zapovjednik FPR-a³⁴, Paul Kagame stupio je u kontakt s generalom Dallaireom, vojnim zapovjednikom MINUAR-a, i ponudio mu da udruži snage s umjerenim časnicima ako se ovi uspiju organizirati za borbu. Poručio je Dallaireu da je "spreman pregovarati i udružiti snage s njima, ali da moraju najprije pokazati da su spremni riskirati i dokazati da nisu samo skupina bezvrijednih i neučinkovitih časnika." Na veliku žalost za zemlju, ni jedan ni drugi nisu mogli ništa učiniti. Dallaire je kasnije napisao da "nisu nikad bili sposobni udružiti snage jer su sve jedinice pod njihovim zapovjedništvom bile potpuno

³³ O. p. – le Hutu Power – un mouvement idéologique d'extrémistes hutus au Rwanda

³⁴ O. p. – FPR – le Front patriotique rwandais

infiltrirane (...) i da nisu bili spremni riskirati svoje živote i živote svojih obitelji te stoga tih prvih dana nisu bili u mogućnosti grupirati se i stvoriti protunapad, makar umjeren, koji bi im omogućio svrgnuti provoditelje genocida.

Deset dana nakon početka genocida rukovoditelji su počeli eliminirati svu opoziciju. Privremena vlada zamijenila je Gatsinzija Augustinom Bizimunguom, Bogosorinim prvim izborom. Po vladinim zapovijedima predsjednička je garda ubila dva istaknuta prefekta koja su se suprotstavljala genocidu u svojoj regiji. Nekoliko desetaka drugih upravitelja smijenjeno je sa svojih pozicija. Lokalne su vlasti poticane na istu vrstu "čišćenja" u sklopu svojih lokalnih uprava.

Zbog rastućeg vojnog pritiska koji je FPR vršio na Kigali privremena je vlada 12. travnja napustila glavni grad i smjestila se u Murambi u prefekturi Gitarama. Povala je sa sobom političke, vojne i administrativne vođe genocida koji su prošli prefekturom propovijedajući i poučavajući genocid. Gitarama predstavlja tipičan primjer. Udruženi pritisak političkih autoriteta i paravojnih postrojba sveo je na nulu svaki oblik oporbe privremenoj vladi i njezinom programu genocida.

Ubojstvo premijera, ministara i umjerenih pripadnika Hutu:

Čim je premijerka Uwilingyimana uvidjela da se njezin autoritet više ne poštuje zatražila je zaštitu oružanih snaga i pratnju do Radija Ruanda kako bi se obratila stanovništvu. Kada su odredi MINUAR-a stigli u njezin dom u ranojutarnjim satima 7. travnja napadnuti su, a njihova vozila onesposobljena. Vojnici predsjedničke garde nekoliko su sati tražili premijerku. Pronašli su je malo prije podneva i ubili nju i njezina supruga. Njezino petero djece uspjelo se spasiti te su kasnije smješteni na sigurno.

Sve se to uklapalo u politiku čija je namjera bila ukloniti svakoga za koga se smatralo da bi mogao kritizirati novi režim ili genocid. Ostale su mete bile premijer Faustin Twagiramungu, drugi uvaženi Hutu političari, upravitelji (Hutu i Tutsi), bogati poslovni ljudi Tutsi, borci za prava pojedinca i ostali vođe oporbe. U Kigaliju su vojni časnici odvojili obične vojne odrede i paravojne postrojbe u svim prefekturama Ruande kako bi proveli politiku genocida.

Središnje i južne regije zemlje gdje je stanovništvo Tutsi bilo brojnije i bolje integrirano u početku su odolijevale pokretu *Hutu Power* i genocidu. Rukovoditelji genocida održali su stoga brojne sastanke u tim regijama zemlje kako bi natjerali lokalne upravitelje na suradnju. Usprkos početnom otporu, prefekti i gradski poglavari su na kraju pristali ili bili prisiljeni surađivati.

Privremena je vlada 16. travnja ojačala svoju podršku pozvavši u aktivnu službu časnike odane Bagosori. Međutim, nastavili su sa stalnim prijetnjama stoga što su vojnici odbijali sudjelovati u genocidu. Privremena je vlada još jednom brzo reagirala. Časnici disidenti zamijenjeni su na ovaj ili onaj način – smijenjeni, poslani na teren, prisiljeni na izbjeglištvo ili pobijeni.

Prvi pokolji Tutsija:

Nakon obaranja aviona, s prvim danjim svjetlom 7. travnja, između 1 500 i 2000 članova elitnih postrojbi ruandske vojske te 2 000 pripadnika paravojskih postrojbi počelo je ubijati Tutsije i Hutue u Kigaliju prema unaprijed pripremljenim popisima žrtava. Postrojbe FPR-a, koje su nakon potpisivanja sporazuma u Arushi smještene u Kigaliju kako bi zaštitile svoje poslanike u prijelaznoj vladi, došle su ih obraniti i tako potaknule sukob s vladom i vojskom. Međutim nastojanja FPR-a nisu bila dostatna da bi zaustavila napade u gradu ili drugdje u zemlji. Zemlja se odjednom našla istovremeno suočena s genocidom i građanskim ratom.

Ponovni sukob između ruandske vojske i FPR-a iskoristila je privremena vlada kako bi opravdala napade na Tutsije i umjerene Hutue koji su označeni kao sudionici i saveznici FPR-a. U prvim danima genocida ubojice su se sustavno okomili na političke protivnike, bilo Tutsi bilo Hutu, u njihovim četvrtima, koristeći policijski sat, barikade i patroliranje u svrhu kontroliranja stanovništva.

Na glavnim je cestama cestovne blokade i barikade zauzela vojska i vojna policija dok su lokalna policija, snage civilne obrane i dobrovoljci nadgledali ostale ceste. Zajedno su uspjeli zaustaviti bijeg izbjeglica koje su pokušavale izbjeci pokolj. Sve one koji su se pokušali skloniti pronašle su patrole pretražujući susjedstva, pregledavajući stropove, ormare, zahode, polja, prtljažnike automobila, ispod kreveta, ispod mrtvih tijela, u grmlju, u močvarama, šumama, rijekama i na otocima. Niti pet dana kasnije, 11. travnja, ruandska vojska, Interahamwe i paravojsne postrojbe političkih stranaka već su ubili više od 20 000 Tutsija i

umjerenih Hutua.

Vlada je 12. travnja napade usmjerila isključivo na Tutsije. Sad kad su svi preduvjeti bili zadovoljeni genocid je mogao uzeti puni mah. Vlada i politički vođe koristili su Radio Ruanda i RTLMC kako bi obznanili da postoji samo jedan neprijatelj – Tutsiji. Obični Hutu stanovnici bili su obaviješteni da se moraju priključiti ratu protiv Tutsija, potući neprijatelja i "dovršiti posao".

Službenici su počeli zaustavljati val Tutsi izbjeglica koji su pokušali napustiti zemlju. Prefekti su primili naredbu da ne dopuste niti jedan odlazak, a Tutsiji su bili ubijeni pokušavajući prijeći granicu. Smatra se da je od toga trenutka ubijen najveći broj Tutsija u pokoljima golema razmjera. Na tisuće je osoba pokušalo pronaći utočište u javnim ustanovama kao što su crkve, škole, bolnice ili uredi. Ostali su dobili naredbu od Hutu upravitelja da se okupe na javnim mjestima. U oba slučaja Tutsiji su postali još ranjiviji suočeni s Hutu vojnicima i paravojnim postrojbama koji su dobili naredbu da provedu masovna pogubljenja. Tijekom tri tjedna u travnju, stranačke paravojne postrojbe, predsjednička garda, Interahamwe i vojnici FAR-a³⁵ svakoga su dana ubili na tisuće Tutsija. U većini su slučajeva Hutui bili upozoreni da napuste regiju prije nego li napadi počnu.

Uskoro je obrazac djelovanja postao očigledan. U početku bi Interahamwe okružili zgradu ne bi li spriječili osobu da pobjegne. Zatim bi vojnici bacali dimne bombe ili ručne granate kako bi ubili ili dezorijentali žrtve. Oni koji bi napustili zgrade bili su odmah ubijeni. Potom bi vojnici, policajci, paravojne postrojbe i civilne snage obrane napadom zauzeli zgradu i pobili sve ostale. Kako bi osigurali da nitko ne pobjegne skupine za potragu su pregledale sve prostorije i okolne prostore zgrada. Idućeg bi se dana Interahamwe vratili na to mjesto i pobili ranjene.

Prema izvješću skupine *Physicians for Human Rights* sljedeća su oružja bila korištena pri ubijanju: mačete, buzdovani, sjekire, noževi, granate, vatreno oružje, ručne bombe. Neke su žrtve ubijene, nekima su amputirani udovi, drugi su živi zakopani, utopljeni ili silovani prije smrti. U više su slučajeva žrtvama prerezane Ahilove tetive kako ne bi mogle pobjeći i kako bi se agresori mogli naknadno vratiti i dokrajčiti ih.

Žrtve su tretirane sa sadističkom okrutnošću i pretrpjele su nezamislivu agoniju. Tutsiji su pokapani živi u grobnicama koje su bili prisiljeni sami iskopati. Trudnicama su rasporeni

³⁵ O. p. – FAR – les Forces armées rwandaises – l'armée du Rwanda sous le régime de Grégoire Kayibanda, puis de Juvénal Habyarimana, qui était composée quasi entièrement de Hutus.

trbusi kako bi se mogli ubiti fetusi. Unutarnji su organi vađeni još živim osobama. Drugi su pak morali ubiti članove svojih obitelji ili sami biti ubijeni. Ljudi su bacani u kanalizacijske otvore. Oni koji su se sakrivali na tavanima spaljeni su živi u požarima svojih domova. Djeca su bila prisiljena prisustvovati ubojstvima svojih roditelja. Źrtve koje su imale najviše sreće bile su one koje su mogle platiti agresorima da ih ubiju brzo jednim hicem.

Tijekom tih tjedana neki su Tutsiji uspješni pobjeći, ali su paravojne postrojbe imale stroge naredbe da pronađu i ubiju svakog muškarca, ženu ili dijete koji su se skrivali u rijekama, močvarama, grmlju ili planinama. Na desetke tisuća Tutsija je pobijeno na taj način.

Vođe pokreta *Hutu Power* vješto su manipulirali medijima i odgovornost za pokolj pripisali građanskom ratu stvarajući tako konfuziju kod stranih dopisnika koji su slabo poznavali stvarnu situaciju. Većina je stranaca, uključujući i novinare, evakuirana čim je genocid počeo. Naposljetku je, međutim, razmjjer pokolja privukao pozornost i osudu čitavog svijeta te je genocid prestao biti isključivo preokupacija zagovaratelja ljudskih prava i humanitarnih organizacija koji su na nj ukazivali u više navrata.

Anthony Lake, savjetnik predsjednika Clintona za nacionalnu sigurnost, izdao je 22. travnja priopćenje Bijele kuće kojim poziva vladu i oružane snage da prestanu s pokoljem. Vijeće sigurnosti UN-a izdalo je 30. travnja upozorenje ruandskim vlastima da bi mogle biti smatrane odgovornima za istrjebljenje čitave jedne etničke skupine. Papa je 3. svibnja strogo osudio genocid. Idućega je dana glavni tajnik UN-a Boutros Boutros-Ghali službeno obznanio da se u Ruandi događa genocid.

Kao odgovor na te pritiske privremena je vlada po treći put promijenila strategiju. Interahamwe, stranačkim paravojnim postrojbama i civilnim snagama samoobrane naređeno je da pronađu sve preživjele Tutsije te da ih ubiju na diskretniji i discipliniraniji način. Nitko nije smio preživjeti i biti u mogućnosti govoriti o genocidu. Operacija čišćenja trebala je biti znatno drugačijom od dosadašnjih ubijanja velikih razmjera budući da su žrtve sada dobro poznavale svoje ubojice koji su bili njihovi susjedi, suradnici ili čak stari prijatelji. Krajem travnja i početkom svibnja FPR je postigla značajan napredak u čitavoj zemlji. Vlada je na to odgovorila i pojačala napade na Tutsije. Zajednice u kojima su žene, starci i djeca bili pošteđeni u prvim napadima sada su postale metom. Krajem mjeseca FPR je zauzela zračnu luku i glavnu vojnu bazu u Kigaliju, a vođe paravojnih postrojbi pobjegli su iz glavnoga grada 27. svibnja. Polovinom lipnja privremena se vlada poražena povlačila. FPR je 4. srpnja

zauzela Kigali i proglasila kraj rata 18. srpnja. Idućega su dana novi predsjednik i novi premijer položili prisegu. Budući da je FPR dobila rat genocidu je došao kraj.

Napad na civilno društvo:

Jutro nakon smrti predsjednika Habyarimana, predsjednička se garda stala pripremati u Kigaliju i okupljati ljude koji su trebali biti pogubljeni. Radikali pokreta *Hutu Power* oduvijek su jako dobro shvaćali važnost manipuliranja javnim mnijenjem kako u Ruandi tako i u inozemstvu. Taj im je cilj pomogao sastaviti popise osoba koje je najprije trebalo ubiti. RTLMC i Radio Ruanda su odajući imena i skrovišta predviđenih žrtava postali izravan alat genocida. Na taj su način vojska i paravojne postrojbe mogle pratiti svoje žrtve gdje god one bile, na ovom ili onom kraju zemlje.

Napadi su imali više meta. U početku se privremena vlada koncentrirala na članove vlade i oporbe, nacionalne i lokalne, koji bi mogli predstavljati prepreku uspješnom provođenju genocida. U drugoj je fazi namjeravala ukloniti umjerene i utjecajne pripadnike Hutua koji su zbog toga doživljavani kao prijetnja. Vlada se naposljetku okomila na novinare i pristaše prava pojedinca koje nije mogla ušutkati drugim sredstvima.

Stručnjaci su također bili mete napada. Neki su odvjetnici ubijeni jer su branili političke protivnike ili bili povezani s kontroverznim slučajevima. Drugi su pak odvjetnici ubijeni isključivo stoga što su bili Tutsi. U prvim danima genocida neki su službenici pokušali iskoristiti pravni sustav kako bi zaštitili kolege u opasnosti, ali uzalud. Gradski su poglavari odmah puštali uhićene počinitelje genocida, a tužitelji su ubrzo prestali s pokušajima da dovedu ubojice, silovatelje ili palikuće pred sud. Tutsiji zaposleni u humanitarnim ili međunarodnim organizacijama također su stavljeni na popise za ubijanje zajedno s velikim brojem učitelja i školskih zaposlenika. Među njima je bilo dosta predstavnika zajednice koji su aktivno djelovali u oporbenim strankama. Paravojne postrojbe Hutu napadale su i svećenike, vjernike i druge članove klera, a naročito one Tutsi pripadnosti i one koji su skrivali označene žrtve. Nadalje, počinitelji genocida ubijali su i svećenike koje se smatralo liberalnima, a koji bi mogli utjecati na mišljenje, između ostalog i međunarodno.

Glavni unutarnji sudionici: Akazu, vlada, političari, intelektualci, vojni zapovjednici i vođe paravojnih postrojbi, mediji

Već nekoliko desetljeća Ruanda je poznata po svojoj učinkovitosti, sposobnosti upravljanja, iznimno dobro strukturiranom administrativnom sustavu, sustavu vlasti i talentu kojim je uspostavljala disciplinu i poštovanje kod svog naroda. Sve je te odlike u pripremanju genocida iskoristila proračunata elita koja je jako dobro znala kako iskoristiti taj vrhunski učinkovit pogon. Poznata su imena većine autora odnosno ljudi koji su planirali genocid, koji su osigurali njegovo provođenje i gledali kako se odvija u travnju, svibnju, lipnju i srpnju. Akazu ("mala koliba") je ime dano posebnim savjetnicima predsjednika Habyarimana. Među njime je većina dolazila iz njegove osobne prefektore sjeverozapada zemlje. Njihove osobne veze s predsjednikom osigurale su im mjesto u središtu političke, ekonomske, društvene i vojne scene Ruande. L'Akazu, čijim je članom bio i jedan od braće gospođe Habyarimana, financirao je Interahamwe (paravojne postrojbe MRND-a) i odrede smrti poznate pod imenom "Mreža Nula". Gospođa Habyarimana vjerojatno je bila uključena u neke od prvih političkih odluka donesenih prije 9. travnja kada su je Francuzi među prvima evakuirali u Pariz.

Vlada, oružane snage i političari surađivali su zajedno. Poručnik ruandske vojske Bagosora rukovodio je genocidom i djelovao kao vođa oružanih snaga. Na vojnom su mu planu pomagali narednici predsjedničke garde, elitne vojne jedinice i druga vojna lica visokoga ranga. Vojska je odigrala ključnu operativnu ulogu u genocidu – njezino su oružje i sposobnosti iskorišteni u svim napadima i operacijama velikoga razmjera. Vojska je pomoću svojih vozila i sustava komunikacija osigurala i znatnu logističku podršku, ključnu za učinkovitost genocida. Tijekom jednog kratkog perioda, zapovjednik obrambenih snaga Gatsinzi i vođa državne vojne policije, general Nindiliyimana pokušali su preuzeti vlast od Bagosore. Međutim, predsjednička garda i elitne postrojbe svrstali su se izvan vojne hijerarhije i bili odani isključivo Bagosori. Njihovo superiorno naoružanje i obuka stavili su ih izvan dosega vojnih dužnosnika. Nadalje, od 7. travnja, odredi FPR-a napustili su svoja sjedišta kako bi stali na kraj ubijanju Tutsija u Kigaliju. S ponovnim početkom rata, službenici visoka ranga nisu mogli dezertirati ili se suprotstaviti putu koji je vlada odabrala.

Na političkom planu, rukovoditelji MRND-a osnovali su na zahtjev poručnika Bagosore privremenu vladu. Ministrima su iz svake stranke imenovani članovi ogranaka skloni pokretu *Hutu Power*. Zajedno i odvojeno činili su bitan skup informacija, motivacija, ideologije i praktične podrške.

Mobilizirali su paravojne postrojbe svojih stranaka i obične Hutu stanovnike kako bi ih uključili u genocid. Nekoliko ih je proputovalo čitavu zemlju ili pak iskoristilo radio pozivajući sve Hutue na potpunu solidarnost u ratu protiv stranaca. Državni su upravitelji bili važno sredstvo širenja informacija privremenoj vladi te su poticali stanovništvo na poslušnost vojnim naredbama i ohrabivali Hutue da "suraduju" s vojskom, pomažu joj i podržavaju je. Međutim, najvažniji su ulogu upravitelji imali na lokalnoj razini.

Lokalne civilne vlasti trebale su okupiti stotine osoba kako bi provele pokolje na javnim mjestima te pokrenuti civilnu organizaciju zaduženu za držanje barikada, traženje i pronalaženje preživjelih. Također su trebali obavještavati svoje nadređene o razvoju situacije u svojim sektorima. Stranačke paravojne postrojbe predstavljale su moćan temelj, posebno kada je njihov broj počeo rasti nakon početka genocida. Izvorno su pripadale različitim strankama. Na terenu su brzo stale na čelo operacijama planiranja, organizacije i provođenja genocida. Budući da su članovi paravojnih postrojbi potjecali iz svih dijelova zemlje, osobno su poznavali svoje susjede. Ta su se poznanstva pokazala neprocjenjivima u sustavnim ubijanjima od kuće do kuće koji su trajali više tjedana. Paravojne su postrojbe slane s jednog mjesta na drugo pokazujući kako je njihova dobra organizacija pitanje državnog prioriteta. Nakon što su se stacionirale pokoravale bi se naredbama vojnih dužnosnika.

Niti tjedan dana nakon početka genocida privremena vlada i oružane snage pokrenule su službeni sustav mobiliziranja i organiziranja civila koje su sada okupljali i organizirali umirovljeni vojnici. Nakon što su osnovane i zaposlene, civilne snage samoobrane, kako ih se nazvalo, omogućile su porast značaja paravojnih postrojbi te djelovale na nevjerojatno krvav i učinkovit način. Dvije civilne skupine zajedno su djelovale, borile se, čuvale barikade i patrolirale. Stvorile su čak i kompleksnu organizacijsku strukturu. Privremena je vlada, stvorivši taj sustav, dobila četvrti zapovjedni lanac nakon vojnih, političkih i administrativnih struktura.

Izvan kruga političara, vojnih dužnosnika i upravitelja stvorila se skupina bogatih i moćnih poslovnih ljudi od koji su neki bili članovi Akazua. Okupio ih je Felicien Kabuga koji je pridonio osnivanju radio postaje RTLMC. Skupina se povukla na sigurnost na obale jezera odakle je savjetovala vladu u pitanjima financija i vanjskih poslova. Primjerice, nakon što su dokazi o genocidu počeli kružiti izvan zemlje, skupina je potakla vladu da pošalje izaslanike u inozemstvo kako bi proširili vlastitu verziju događaja.

Taj je prijedlog vlada oduševljeno prihvatila. Kubuga je najavio i osnivanje fonda za održavanje rata te pozvao sve državljanine Ruande koji žive u inozemstvu da novčano pridonese. Prikupljeno je tako i raspodijeljeno gotovo 140 000 američkih dolara "kako bi se pomoglo civilnom stanovništvu u borbi protiv neprijatelja."

Poručnik Bagosora dobio je i podršku javnih službi, državnih poduzeća, prijevoznih poduzeća, bolnica i službi komunikacija. Ti stari prijatelji predsjednika Habyarimana dugovali su vladi svoje pozicije i bogatstvo. Neki su među njima financirali paravojne aktivnosti i promovirali genocid kod svojih zaposlenika. Drugi su pak osigurali prijevoz paravojnim postrojbama ili osobno ubijali svoje kolege Tutsije. Bilo zbog straha, oportunitizma, uvjerenja ili kombinacije tih čimbenika, privatni je sektor odgovorio na kampanju vršitelja genocida osiguravajućim im novac, prijevoz, oružje, alkohol, gorivo i ostale stvari koje su im bile potrebne.

Bagosora i vlada dobro su znali da mogu računati na podršku intelektualne elite, posebice profesora s državnog sveučilišta u Butareu koji su već odigrali značajnu ulogu preoblikovavši njegovu primitivnu i rasističku propagandu mržnje u terminologiju koja će mu garantirati određen kredibilitet. Hutui su značajno prevladavali u nastavničkom tijelu. Među njima je velika većina potjecala iz rodne regije Habyarimana te je imala posebne koristi od programa koje je ovaj stvorio da im olakša upise na studij i obuku u inozemstvu. Premda su se neka sveučilišta jednostavno suzdržala od svake kritike druga su svojim pisanjem, konferencijama i pozivima radio postaji aktivno sudjelovala u genocidu. Jedna skupina intelektualaca koja se osobno imenovala "intelektualcima iz Butare" odaslala je novinsko priopćenje koje opravdava genocid, a ono je vlada kasnije preuzela, te su ga naknadno koristila izaslanstva poslana u inozemstvo podržati vladu. Tijekom jednog sastanka koji je organizirao prorektor sveučilišta, privremeni premijer Jean Kambanda zahvalio je okupljenim profesorima na njihovoj podršci i idejama.

Radio je vrlo često korišten u prenošenju naredba stranačkim paravojnim postrojbama i Interahamwe posebno nakon što su prekinute telefonske linije u Kigaliju. I RTLMC i Radio Ruanda prenosili su vojsci na terenu upute o mjestima gdje podići blokade ili provoditi potrage. Odavali su imena ciljanih osoba. Korišteni je vokabular, pozivajući Hutue "da se brane" koristeći svoje "alate" da obave "posao" protiv "suradnika neprijatelja", uvijek odavao dojam da je zemlja pod opsadnim stanjem.

U ruralnim je regijama radio često bio jedini izvor informacija. Stalni pozivi vlade na ubijanje Tutsija i izjave prema kojima je vlada bila nadomak dobivanja rata stvorili su atmosferu koja je potakla brojne obične Hutue na sudjelovanje u genocidu.

Radio poruke namijenjene Hutuima, brižno osmišljene kako bi se obraćale njihovim osjećajima, duhu i energiji, tvorile su spretnu mješavinu istina, polu-istina, neodgovarajućih informacija i laži. Tutsiji su već dulje vrijeme, kroz više generacija, nemilosrdno vladali Hutuima. Hutui su tvorili daleko najbrojniju etničku skupinu. Tutsiji su preplavili Ruandu 1990. godine i pokrenuli užasan građanski rat. Neki su se Tutsiji smatrali nadmoćnima Hutuima i ophodili su se s njima s prezirom. FPR je namjeravala zbaciti privremenu vladu i zamijeniti je. Zatražili su stoga povrat posjeda i dobara koji su generacijama pripadali Hutuima. Više se Hutua jako bojalo FPR-a i zamjeralo joj nevolje koje im je prouzročila. Sve je to bez sumnje istina i ne treba zaboraviti da se propaganda pokreta *Hutu Power* mogla stvoriti na čvrstom uvjerljivom temelju. Propaganda se dakle odvila u posvemašnjoj indiferentnosti spram istine. FPR i suradnici Tutsiji ubili su predsjednika i planirali istrijebiti sve Hutue. Nasilje prema Tutsijima bio je spontani rezultat bijesa Hutua zbog ubojstva njihova predsjednika i predstavljalo je opravdanu obranu protiv oružane agresije Tutsija. Novinari su širili vijesti o zalihama oružja koje pripadaju Tutsijima i o planovima invazije belgijskih demona i Tutsi vlada Ugande i Burundija. Tutsiji su stalno optuživani za iznimnu okrutnost i kanibalizam. Hutui su upozoreni da se čuvaju infiltriranja neprijatelja te su pozivani da se okupe i koriste svoje uobičajene "alate" za obranu. Ako se ne ukloni sva "gamad", uključivo žene i djeca, ponovno će se dići, zavladatai Hutuima i zlostavljati ih kako su činili u prošlosti i nikad nisu namjeravali prestati.

Radio postaja RTLMC od početka se potrudila pridobiti slušatelje puštanjem popularnih pjesama i angažiranjem nadarenih zabavljača kako bi nakon ustaljivanja slušateljskih navika mogla početi širiti svoju rasističku poruku. Tijekom genocida RTLMC je svojim slušateljima počela širiti Hutu verziju događaja. Zbog svoje je popularnosti postaja postala odabrano sredstvo pravdanja genocida, prenošenja naredbi i poticanja Hutu stanovništva na napuštanje stajališta umjerenosti te na borbu za opstanak. Postaja je naučila kombinirati umjetnost i politiku pozivajući autore, pjesnike i pjevače na širenje mržnje prema Tutsijima. Jedan od najčešćih posjetitelja bio je pjesnik i izvođač Simon Bikindi, tvorac pjesme za panovu frulu naziva "Mrzim Hutue" - žestoki napad na Hutue koji su štitili Tutsije i surađivali s njima.

Zapovjedni lanac:

Izvršno funkcioniranje zapovjednog lanca usprkos problemima s prijevozom i komunikacijom pokazuje organizacijske sposobnosti poticatelja genocida. Pokret *Hutu Power* kontrolirao je usmjerenost svih državnih struktura – vojnih, političkih i administrativnih – na svim razinama. Poručnik Bagosora planirao je genocid i provodio ga u djelo uz pomoć najšireg raspona vojnog aparata uključujući i zapovjednika obrambenih snaga (Augustina Bizumungua), ministra obrane (Augustina Bizimana) i zapovjednika predsjedničke garde (Protaiša Mpiranya). Vojni su vođe zapovijedali gradskom policijom u čitavoj zemlji i izuzetno učinkovito koristili Interahamwe i stranačke paravojne postrojbe. Umirovljeni ili demobilizirani vojnici osigurali su obuku, naoružanje i zapovijedanje civilnim snagama samoobrane tijekom napada. Politički rukovoditelji pokreta *Hutu Power* također su bili u centru genocida i sudjelovali na sastancima i u donošenju odluka na svim razinama. Koristili su svoj autoritet kako bi okupili paravojne postrojbe svoje stranke, podijelili im oružje i usmjerili ih prema regijama zemlje gdje su bili potrebni. Ubrzo su paravojne postrojbe, koje su potaknuli Interahamwe MRND-a i Impuzamugambi³⁶ CDR-a³⁷ zaboravile na prirodno suparništvo i počele zajedno "raditi" na izvršavanju vladine kampanje genocida. Prije 6. travnja, paravojne su postrojbe, bilo uvježbane ili ne, brojale oko 2 000 ljudi uglavnom stacioniranih u Kigaliju. Nakon početka genocida taj je broj narastao na između 20 000 i 30 000 u cijeloj zemlji. Na lokalnoj razini stranke su očekivale od svojih članova da identificiranjem Tutsija i umjerenih Hutua, čuvanjem blokada i izravnim sudjelovanjem u ubijanjima, budu primjer svojim sunarodnjacima Hutuima.

Razrađena ruandska struktura vlasti omogućila je zastrašujuće učinkovito provođenje genocida. Vlada je prenosila naredbe prefektima, oni gradskim poglavarima, a ovi su pak sazivali upravitelje sektora i općinske savjetnike na lokalne sastanke u svim zajednicama. Ti su ljudi onda prenosili uputstva stanovništvu. Gradski su poglavari primarno bili zaduženi za mobiliziranje stotina možda i tisuća običnih građana u potragama, ubojstvima i pokapanjima žrtava. Ostali su trebali kontrolirati cestovne blokade i patrolirati ne bi li pronašli predviđene žrtve. Lokalnim je rukovoditeljima, koji su u početku oklijevali, zapriječeno sankcijama ili otkazima, a običnim Hutu građanima davani su novac, hrana, alkohol, ukradena dobra ili posjedi što je tako izuzetno siromašnim ljudima predstavljalo privlačnu motivaciju. Kako je

³⁶ O. p. – Impuzamugambi – une milice rwandaise fondée en 1992

³⁷ O. p. – CRD – La Coalition pour la défense de la République et de la démocratie

najavio radio, taj "rat" morao je postati svačija odgovornost.

Ubojice: predsjednička garda, vojni dužnosnici, lokalni moćnici:

Kao članovi predsjedničke garde regrutirani su gotovo isključivo stanovnici rodne pokrajine predsjednika Habyarimana i njegove supruge. Nekoliko godina prije umorstva predsjednika, garda je bila umiješana u ubojstvo istaknutih Tutsija i vođa oporbe. U prvim satima nakon Habyarimanine smrti predsjednička je garda preuzela vodstvo u ubijanjima u svim četvrtima prijestolnice. Oružane snage Ruande (FAR) također su odigrale važnu ulogu u genocidu. Vojnici su čuvali blokade i kontrolne točke na glavnim cestama, osiguravali obuku Interahamwe i stranačkih paravojnih postrojbi te izravno sudjelovali u genocidu, naročito u urbanim područjima.

Vojni su dužnosnici također osigurali organizaciju svih ubijanja velikog razmjera drugdje u zemlji. Slijed pokolja odvijao se u etapama. U početku su odredi bacali ručne i dimne bombe te gađali strojnicama kuće i utočišta Tutsija. Zatim bi Interahamwe, lokalne paravojne postrojbe ili civilne snage samoobrane nastavili s pokoljima mačetama ili drugim oružjem. Naposljetku su odredi i paravojne postrojbe osnovali skupine za potragu kako bi ušli u trag eventualnim preživjelima te ih pogubili.

Političari i lokalni upravitelji bili su iznimno moćni. Ciljali su na umjerene Hutue, prisiljavali Tutsije da se okupljaju na javnim mjestima, poticali Hutue na sudjelovanje u genocidu, dijelili oružje paravojnim postrojbama, nametali policijski sat, postavljali blokade, koordinirali djelovanje paravojnih postrojbi između zajednica i općenito činili sve da olakšaju provođenje genocida. Imali su i nadzor nad popisima stanovništva i tako mogli provjeriti etničku pripadnost stanovnika svojih sela. Za Tutsije koji su nabavili lažne isprave i pokušali izbjeći pokolj to je ponekad značilo razliku između života i smrti. Treba se sjetiti da su neki Hutu upravitelji i vojni vođe hrabro odbili sudjelovati u genocidu. Tako su primjerice prefekti Butare i Gitarame te nekoliko gradskih poglavara tih okruga počeli uhićivati napadače kako bi okončali ubijanja. U tim okolnostima to je bila herojska gesta. Nažalost, polovinom travnja, vlada je odlučila stati na kraj svakom protivljenju genocidu te je počela ubijati disidente, prisiljavati ih na suradnju ili jednostavno ignorirati u potpunosti njihov autoritet.

Crkva:

Već je u prvim satima genocida bilo jasno da kler, svećenici i vjernici neće izbjeći pokolj i da crkve neće biti priznate kao svetišta. Naprotiv, crkve su postale privilegirana mjesta pokolja. Više je crkava postalo grobljima. Prvi se pokolj dogodio ujutro 7. travnja u Centru Christus u Kigaliju. Žrtve su bile ruandski svećenici i sjemeništarci, posjetioci i članovi osoblja. Bio je to znak nadolazećih događaja: "U paklu više nema demona. Svi su u Ruandi." Jedan od najzačudnijih aspekata tog genocida bila je činjenica da su velika većina tih demona bili gorljivi Kršćani, privrženi Crkvi, koji su ubijali ostale gorljive Kršćane.

Usprkos pokolju u Centru Christus, katoličke i anglikanske hijerarhije nastavile su održavati bliske odnose s pokretom Hutu. U svojim simpatijama prema pokretu nisu pokazivali ni najmanju nepristranost. Nije pretjerano reći da su u najmanju ruku bili sudionici genocida s obzirom na to da se kasnije – pa čak i za vrijeme genocida - nisu kategorički ogradili od vladine retorike rasne mržnje niti ukazali na etničke manipulacije i kršenja ljudskih prava. Kako je napisala jedna od članica Crkvene konferencije čitave Afrike, neki smatraju da „su crkvene propovjedaonice mogle poslužiti u prenošenju snažne poruke gotovo čitavom stanovništvu koja je mogla spriječiti genocid. Umjesto toga crkveni se poglavari nisu oglasili.“ S obzirom na to da je Konferencija očito bila „utjelovljenje moralnog autoriteta u zajednicama“ tu su reakciju obični Kršćani lako protumačili kao podršku ubijanjima. Ustvari, jedan stručnjak čak tvrdi da je „bliska suradnja crkvenih poglavara i vođa genocida (protumačena) na način da je genocid u skladu s učenjem Crkve.“ Kao što je gore navedeno, nadbiskup Kigalija, Hutu, bio je čvrsti pristaša pokreta *Hutu Power* i dugo je služio u središnjem komitetu MRND-a sve dok ga Rim nije prisilio da napusti tu poziciju. Pripadnici katoličke crkve nisu učinili ništa kako bi obeshrabrili ubijanja. Tijekom jedne novinarske konferencije u lipnju, više od dva mjeseca nakon početka genocida, anglikanski je nadbiskup nedvosmisleno odbio osuditi privremenu vladu. Kada je ta vlada napustila Kigali i krenula prema novoj privremenoj prijestolnici katolički ju je nadbiskup slijedio. Prema izvješću Svjetskoga vijeća crkvi, čini se da je izjave vjerskih upravitelja često sastavljao dopisnik u službi privremene vlade.

Više je svećenika i pastora počinilo stravične zločine izdaje, neki pod prijetnjom, a drugi ne. Značajan je broj istaknutih kršćana sudjelovao u ubijanjima ubivši ponekad vlastite vjerske poglavare. Svećenici su predavali druge svećenike u ruke krvnika. Pastori su svjedočili pokoljima vlastitih obitelji od strane ljudi koje su sami krstili. Neobične su varijacije obilježile prirodu tog sudjelovanja.

Neki su svećenici u strahu za vlastiti život odbili pomoći Tutsijima. Drugi su zaštitili većinu Tutsija koji su tražili utočište u njihovim crkvama, a istovremeno dopuštali paravojnim postrojbama da uhvate i pogube neke izbjeglice. Neki su pak pastori i svećenici jednostavno pobjegli iz svojih župa. Više od šezdeset posto stanovnika Ruande, Hutu i Tutsija, pripadalo je katoličkoj vjeri. Unatoč tome, po čitavoj su zemlji crkve desakralizirane nasiljem i pokoljem. Ubojstva su često počinili župljani: 20 000 osoba je ubijeno u župi Cyahinda i barem 35 000 u župi Karama. Mjesta anglikanskog, protestantskog, adventističkog i muslimanskog kulta također su bila poprišta masakra. Više je crkava pretvoreno u spomenike aktualnoj vladi, s naslagama lubanja, kostura i dronjaka koji su svjedočili što su kršćani napravili drugim kršćanima. Samo se mala muslimanska zajednica Ruande odbila prepustiti ubilačkom ludilu. Ne možemo ipak zaključiti ovo poglavlje, a da ne naglasimo herojska nastojanja velikoga broja crkvenih poglavara koji su riskirali vlastite živote kako bi zaštitili svoj narod i koji su pritom ubijeni. Htjeli bismo pozdraviti njihovu hrabrost u toj stravičnoj situaciji. Znali su koju bi cijenu mogli platiti za svoju hrabrost i velik je dio izgubio živote. Na stotine su svećenika i pastora, ruandskih i stranih, skrivali slabe i ranjive ljude, njegovali ozlijeđene, hrabрили prestrašene, hranili gladne, okupljali napuštenu djecu, suprotstavljali se nadređenima i tješili one iscrpljene i slomljena srca.

Nastavnici i liječnici:

Značajan je broj nastavnika, školskih inspektora i ravnatelja izravno sudjelovao u genocidu. U nekim su slučajevima nastavnici ubijali vlastite učenike. U drugim su pak slučajevima prokazivali svoje Tutsi učenike paravojnim postrojbama koje su ih izvodile iz razreda i ubijale puškama i mačetama pred očima njihovih kolega iz razreda. U drugim su ih prilikama odbijali skloniti i tako ih osudili na smrt. Počinitelji genocida su u potpunosti prekršili svjetski priznata pravila kako bi pokušali prikazati civiliziranijim u suštini posve necivilizirano ponašanje. Bolnice i pacijenti obično uživaju zaštićeni status u sukobima, ali

Interahamwe, vojnici i naoružani seljaci ignorirali su medicinsku neutralnost. Znajući da će ranjeni trebati medicinsku njegu napali su bolnice i domove zdravlja.

Naoružane paravojne postrojbe dokrajčile su ranjene i pobile Tutsi liječnike, medicinske sestre, medicinsko osoblje i pripadnike Crvenog križa koji su radili u tim ustanovama. Liječnici i bolničko osoblje ponekad su na svoj način pomogli agresorima ne dopustivši ljudima da se sklone u bolnicama. Kada nisu odbijali liječiti ranjene Tutsije, Hutu liječnici su ih prerano otpuštali iz bolnice. Budući da su naoružane paravojne postrojbe okružile bolnice, pacijenti koji su ih bili prisiljeni napustiti morali su se suočiti sa sigurnom smrću. Kada bi pacijenti odbili otići, upravitelji bolnice bi dopuštali paravojnim postrojbama da ih odvedu tijekom noći ili jednostavno ubiju u krevetu.

Obični Hutu građani:

Kao što to kazuje omiljeni eufemizam počinitelja genocida - političari, upravitelji, intelektualci i mediji su na kraju „samo radili svoj posao“. Na početku su samo Interahamwe i vojnici ubijali Tutsije, ali ubrzo su iskoristili svoj autoritet kako bi prisilili obične Hutue da sudjeluju u pokoljima. Kada je nacionalna vlada pozvala Hutue da ustanu i istrijebe Tutsije tisuće se običnih ljudi odazvalo. Bilo je puno nezaposlenih mladića, siromašnih i bez doma. Neki su bili izbjeglice iz Burundija žestoko nastrojani protiv Tutsija. Drugi su pak bili pristaše MRND-a iz sjeverozapadnih regija. Više je Hutua sudjelovalo u pokoljima isključivo stoga što su im životi bili ugroženi ili stoga što su slušali ujedinjene glasove svojih nadređenih koji su ih poticali na genocid. Velik je broj bio privučen obećanjima o zemlji, stoci ili materijalnim dobrima kojima su ih mamili. Bez obzira na razlog, *Hutu Power* je pretvorio ogroman broj ljudi, u pojedinim slučajevima čitave zajednice, u sudionike genocida.

Pitanje odgovornosti nastavlja proganjati Ruandu sve do danas. Je li jedan sudionik jednako kriv kao i član Interahamwe? Netko tko je ubio pod prisilom, u okviru gomile, tko je samo slijedio naredbe, tko je ubio samo jednom, tko nije ubio, ali nije niti išta učinio kako bi spriječio ubojstva – je li ta osoba kriva za zločin protiv čovječnosti? Tada je bilo šest milijuna Hutua u Ruandi, a znamo da su neki vojnici i pripadnici paravojnih postrojbi ubili svaki više od jednog sugrađanina. To znači da milijuni Hutua nisu nikoga ubili iako su neki među njima pomagali u izgradnji blokada, pokapanju mrtvih i u drugim poslovima. Sva su ta pitanja, istovremeno složena i osjetljiva, uzrokovala velike dileme za Ruandu i ostatak svijeta u traženju pravde i pomirenja nakon 1994. godine.

Broj mrtvih:

Zbog prirode događaja uvijek je bilo teško utvrditi broj osoba ubijenih u genocidu. Mišljenja ozbiljnih izvora razlikuju se u stotinama tisuća mrtvih što je značajna razlika. Najvjerodostojniji izvori ukazuju na to da je ubijenih Tutsija između 500 i 800 000. Nažalost, istina nas obvezuje da kažemo kako nema načina da to znamo sa sigurnošću. Čak i ako koristimo najkonzervativnije procjene ostaje činjenica da je više od tri četvrtine Tutsi stanovništva sustavno pobijeno u periodu od jedva nešto više od sto dana.

Izbjeglice, udovice i siročad:

Velik broj Ruandana, na tisuće ljudi, izbjegao je genocid i pronašao utočište u kampovima za preseljene u unutrašnjosti zemlje ili u izbjegličkim kampovima u susjednim zemljama. Napomenuli smo u prethodnom poglavlju da kako sukobi stvaraju izbjeglice tako i izbjeglice mogu uzrokovati sukobe. Upravo to će se dogoditi na eksplozivan način u središnjoj Africi, a posljedice se još uvijek osjećaju.

Tužna sudbina žena i djece:

Žene i djeca prečesto su zaboravljene žrtve rata i stoga smo im odlučili posvetiti jedno poglavlje ovoga izvještaja. Naposljetku, ubojice ih nisu poštedili tijekom genocida. Ustvari, ubojice su ciljali upravo Tutsi žene u svom pomno pripremljenom ubilačkom programu. Bile su silovane, mučene, unakažene i ubijane. Eliminacija žena bila je središnji element plana genocida: trebalo je istrijebiti Tutsi žene kako bi ih se spriječilo da rode novi Tutsi naraštaj koji bi jednoga dana predvodio FPR. Tutsi djeca i dojenčad morali su biti uklonjeni prije nego postanu subverzivni odrasli. Počinitelji genocida imali su čvrstu namjeru ne ponoviti grešku svojih prethodnika koji su od 1959. do 1963. ostavljali žene i djecu na životu. U očima počinitelja genocida, invazija FPR-a koju su vodili sinovi izbjeglih, bila je izravna posljedica te nezgodne odluke. Bili su odlučni u tome da ne ponove tu grešku.

Propaganda pokreta *Hutu Power* redovito je uspoređivala poštenje Hutu žena i prijetvornost Tutsi žena. Spominjali smo ranije „Deset Bahutu zapovijedi“, jedan od najpopularnijih i najraširenijih tekstova prije genocida. Prve tri zapovijedi direktno opisuju Tutsi žene kao subverzivne zavodnice koje treba izbjegavati pod svaku cijenu:

1. svaki Hutu mora znati da Umututsikazi gdje god bila radi za svoje tutsi pleme. Posljedično, izdajica je svaki Hutu koji oženi Umututsikazi, koji je uzme za prilježnicu, tajnicu ili štíćenicu.

2. svaki Hutu mora znati da su naše kćeri Bahutukazi dostojnije i savjesnije u svojoj ulozi žene, supruge i majke obitelji. Nisu li one bolje, lijepe, poštenije!

3. Bahutukazi, budite na oprezu i privedite svoje muževe, braću i sinove pameti.

S druge strane, Tutsi predvodnici su cinično koristili žene kao tajno seksualno oružje kako bi zaveli i oslabili Hutu muškarce. Ekstremističko glasilo Kangura koje je redovito objavljivalo pornografske karikature Tutsi žena objašnjava: „Inkotanyi (članovi FPR-a) se ne libe pretvoriti svoje sestre, žene i majke u oružje za pokoravanje Ruande“. Zaključak je katastrofalan: Hutu muškarci neće biti sigurni dok god je ijedna Tutsi žena živa. Plan za uništenje Tutsi žena pokrenut je sa zastrašujućim žarom i nezamislivom okrutnošću. Da bi se mogla shvatiti Ruanda nakon genocida ne treba gajiti iluzije oko sadizma onih koji su ga počinili niti oko nezamislivih patnji žrtava. To obuhvaća i Hutu žene. Budući da je Ruanda patrilinearno društvo djeca preuzimaju narodnost oca. Žene Hutu udane za Tutsi muškarce ponekad su bile prisiljene ubiti svoju Tutsi djecu kako bi dokazale vjernost pokretu *Hutu Power*. Posljedice za te majke ne mogu se ni pojmiti. Stupanj nasilja i opće traume kojima su bili izloženi žene i djeca u Ruandi u svakom su pogledu bez presedana. Dugoročni učinci tog aspekta genocida su golemi te je prijeko potrebno pronaći lijek kako bi se osiguralo ponovno uvođenje mira. Za milijune Hutua i Tutsija obiteljska je jezgra – osnovni element svakoga društva – uništena tijekom genocida, a posljedice te situacije na pomirenje bit će goleme. U ovome se poglavlju bavimo učinkom genocida na žene i djecu Ruande, predstavljamo određene inicijative pokrenute kao odgovor na situaciju i predlažemo hitne prioritete za budućnost.

Žene:

Demografija:

Prema nedavnom izvoru, ubrzo nakon kraja genocida, procijenjeno je da 70 posto stanovništva Ruande čine žene što govori o golemom broju muškaraca ubijenih u genocidu i o činjenici da je velik dio članova bivšeg FAR-a i paravojnih postrojbi pobjegao iz zemlje. Taj je broj citiran i danas iako je premašen. Zbog povratka izbjeglica i uzimajući u obzir dijasporu današnja brojka kreće se oko 54 posto.

Ako uzimamo u obzir prvenstveno ekonomski aktivno stanovništvo (ne računajući djecu i starije žene) podaci nam kazuju da više od 57 posto stanovništva čine žene. Međutim, čak ni ta brojka ne govori sve jer je nekih 150 000 muškaraca u vojsci ili u zatvoru. To znači da ruandske žene moraju na sebe preuzeti velik dio zadaće u provođenju gospodarskih aktivnosti i obnovi zemlje.

Ti podaci stavljaju žene u središte gospodarskog razvoja i društvene budućnosti zemlje. Sama priroda ruandskog gospodarstva dodatno naglašava tu ulogu. Budući da je Ruanda 95 posto ruralna, poljoprivreda je daleko najvažnija gospodarska aktivnost, a žene osiguravaju više od 70 posto čitave poljoprivredne proizvodnje zemlje. Posljedično, žene su danas glavni čimbenici obnove i promjene u Ruandi pa vizija budućnosti svakako mora uzeti u obzir različite potrebe žena i njihov doprinos gospodarskoj i društvenoj obnovi zemlje. Ta situacija izravno utječe na politiku i program ruandske vlade, kao i na domaće i međunarodne nevladine organizacije, organizacije bilateralne i međunarodne pomoći te međunarodne financijske institucije.

Nedugo nakon kraja genocida, polovicom preostalih domaćinstava upravljaju žene. Godine 1999. na čelu 34 posto svih domaćinstava je jedna žena ili jedna maloljetna osoba (najčešće žena) što označava povećanje od 50 posto u odnosu na podatke prije genocida. Velika većina tih žena ostale su udovice zbog rata ili genocida. Velik broj žena glava obitelji predstavlja još jedan od gospodarskih i društvenih problema koji pritišću Ruandu. U više se slučajeva žene glave obitelji i osobe o kojima one skrbe nalaze u gospodarskim problemima zbog smrti muškarca koji im je osiguravao egzistenciju. Za velik dio njezinih stanovnika Ruanda je iznimno siromašno područje, ali čak i u tom pogledu obitelji koje vode žene još su siromašnije od onih kojima je na čelu muškarac. Ubrzo nakon kraja genocida više od 250 000 žena učlanilo se u Ministarstvo obitelji i žena u razvoju. Većina nije izgubila samo muževe veći i svu imovinu. Godine 1996. više od 400 000 udovica tražilo je pomoć od vlade kako bi se financijski osamostalile. Budući da novi ruandski zakoni brane vladinim agencijama da ispituju etničku pripadnost nije moguće znati koje od tih žena su Tutsi a koje Hutu. U svakom slučaju, etnička pripadnost ne igra ulogu u rehabilitaciji; sve te žene u jednakoj su mjeri iskusile siromaštvo i očaj.

Nejednakost:

U skladu s nepisanim običajnim i tradicijskim zakonima Ruande žene su uvijek bile građanke drugoga reda što stavlja siromašne Ruandanke u još goru situaciju od siromašnih muškaraca. Premda ruandski ustav garantira ženama pravnu jednakost, diskriminacija temeljena na tradicionalnim praksama nastavlja prevladavati na raznim planovima kao što je recimo nasljedstvo. U trenutku genocida, u skladu s običajnim pravom, žena ne može naslijediti imovinu ako nije osobno imenovana kao uživatelj oporuke. Zbog toga velik broj udovica i djevojaka nije imao nikakva prava na kuću svoga pokojnog muža ili oca kao niti na zemlju ili bankovne račune svojih roditelja.

Nakon genocida komisija se pozabavila situacijom i izdala nekoliko preporuka kako bi je se izmijenilo te je stoga vlada predstavila projekt izmjene građanskog zakona koji bi napokon omogućio ženama posjedovanje i nasljeđivanje imovine.

Sadašnja vlada također namjerava prihvatiti plan za sustavno iskorjenjivanje drugih oblika diskriminacije prema ženama. Primjeri ove vrste diskriminacije su brojni. Tako primjerice kazneni zakon predviđa kaznu od godine dana zatvora za žene koje se smatraju krivima za preljub dok će muškarac optužen za isti zločin biti osuđen na kaznu od jednog do šest mjeseci zatvora ili će čak samo platiti skromnu novčanu kaznu. Grupa se čvrsto nada da će se ti nesrazmjeri nastojati ukinuti jer, kao što smo ranije naveli, nije moguće osigurati uspjeh političke i društvene promjene Ruande a da se ženama koje čine većinu stanovništva ne daju potrebna sredstva kako bi mogle dovesti u red svoje živote.

Promjene koje smo ovdje naveli samo su djelić važne transformacije tradicionalne pozicije i uloge žene u ruandskom društvu. Kao i u nekim drugim zajednicama, Ruandanke su tradicionalno imale ograničen pristup javnom i gospodarskom životu svoje zemlje. Vrijednost žene u zajednici je tradicionalno uvijek bila vezana uz njezin status supruge i majke, a društvo je obično od žena očekivalo da prema svojim muževima zauzmu podređen stav. Hamilton je opisao kako sve taj status utječe na obrazovanje i zaposlenje: “Zbog toga tradicionalno obrazovanje djevojčica nije bilo određeno školom nego učenjem uloge supruge i majke. Nije postojala nikakva motivacija za obrazovanjem djevojčica jer bi gospodarska vrijednost njihova rada prešla u ruke druge obitelji nakon njihove udaje...”

Kao što je to rekao jedan službenik „u ruandskoj kulturi kuhinja je škola djevojčicama...“ Odrasle žene teško nalaze plaćeni posao jer se nisu imale priliku obrazovati. Stupanj nepismenosti stanovništva veći je kod žena nego kod muškaraca: 50,5 posto žena je nepismeno, a muškaraca 43,6 posto. U dijelu stanovništva starijeg od trideset godina ta je razlika mnogo veća: 67,4 posto žena je nepismeno, a muškaraca samo 43,5 posto.

Ženama i djevojkama mlađima od trideset godina koristile su kulturne i društvene promjene koje su većem broju njih dopustile da pohađaju školu. Društveni je napredak uvijek polagan i postupan proces, ali okolnosti uvjetuju njegovu brzinu. Budući da žene sada čine većinu odraslog ruandskog stanovništva primorane su preuzeti nove odgovornosti i uloge. Kao što ćemo vidjeti kasnije u tekstu postoji koncentrirani napor grupe žene i vlade da se odgovori na potrebe Ruandanki i da ih se uključi u važan proces obnove i pomirenja.

Silovanje:

Deset zapovijedi Bahutua pomno su poštivane tijekom genocida što je imalo stravične posljedice za žene. S obzirom na težinu prikupljanja preciznih podataka ne čudi da procjene broja žena žrtava silovanja variraju od nekoliko tisuća do nekoliko stotina tisuća. Velik broj silovanih žena je zatim ubijen i stoga nije ušao u statistiku dok su druge pak pošteđene samo kako bi bile silovane. Tijekom genocida njegovi su počinitelji često koristili silovanje kao ratno oružje kako bi ženama slomili duh i izolirali ih od njihovih zajednica te ponizili njihove obitelji i muževe. Više su žena odveli i silovali muškarci koje su poznavale – njihovi susjedi ili čak u slučaju nekih učenica njihovi nastavnici što je znatno otežalo njihov povratak u zajednicu.

Neke su si, slomljene tugom i osjećajem krivnje, pokušale oduzeti život. Druge su, premda samo nevine žrtve, ispunjene krivnjom jer su rodile nakon silovanja ili su pak Katolkinje, a pribjogle su pobačaju što se kosi s naukom katoličke crkve. Neke su žene silovali muškarci zaraženi virusom HIV-a nastojeći sadistički prenijeti virus Tutsi ženama i njihovim obiteljima. Žene i djevojke silovane su u svojim kućama, u šumarcima, na javnim mjestima i kod cestovnih blokada. Ponekad su ih netom nakon ubijali. Neki su napadači tjednima ili mjesecima držali žrtve u zatočeništvu kako bi zadovoljili svoje seksualne potrebe. Napadači su često unakazili svoje žrtve tijekom silovanja ili prije nego bi ih ubili. Nakon što su im odrezali grudi, prste i ruke ostavljali bi ih da nasmrtno iskrvare.

Žrtve su zbog srama često tajile silovanje. Zbog toga je teško sastaviti statistiku o silovanjima počinjenima tijekom genocida. Međutim, ne treba dvojiti da su pristaše genocida sustavno koristili silovanje kao oružje s ciljem istrebljenja rase Tutsi. Prema svjedočanstvima preživjelih žena moglo bi se zaključiti da su gotovo sve žene starije od dvanaest godina koje su preživjele genocid bile silovane. Taj je navod nemoguće potvrditi ili odbaciti jer je teško procijeniti konačan broj silovanja.

Ipak, možemo biti sigurni da su gotovo sve žene koje su preživjele genocid izravno bile žrtvama silovanja ili seksualnog nasilja ili da su njime bile duboko pogođene. U tom je smislu značajan pokazatelj da većina preživjelih žena tvrdi da je tijekom genocida silovanje bilo uobičajeno za gotovo sve žene. To podrazumijeva da je većina žena u Ruandi odlučilo o tome ne reći ništa i da su kolektivno odlučile ne tražiti pravdu za ovaj specifičan aspekt genocida. Kao što je to posvuda slučaj, kako bi se pravda zadovoljila od žrtava silovanja treba zatražiti da se nadljudski potrudite i javno iznesu svoje iznimno bolno iskustvo. Iako se javnost ponešto senzibilizirala za to pitanje društvena osuda vezana uz silovanje nije nestala ni u jednom dijelu svijeta pa tako ni u Ruandi. Tužna sudbina žrtve silovanja često je sakrivana, a naglasak stavljen na sram i društveno srozavanje koje je ona nanijela svojoj obitelji ili zajednici. Iz toga proizlazi da je krivnja često prenesena s agresora na žrtvu koja biva obilježena i osuđena na izolaciju dugo vremena nakon napada. U brojnim se zajednicama silovanje dovodi u vezu s preljubom što vrši dodatan pritisak na žrtvu da čuva tajnu.

U Ruandi je sram povezan sa silovanjem često pojačan činjenicom da preživjeli i povratnici iz progonstva često doživljavaju žrtve silovanja kao suradnice neprijatelja odnosno žene koje su mijenjale seksualne usluge za život dok su pak njihove obitelji pobijene. Njihove zajednice su često prezrele te žene. U većini slučajeva riječ je o ženama koje su prisilno odvedene kako bi bile „supruge“ pripadnicima paravojskih postrojbi i oružanih snaga i koje su tretirane kao seksualne robinje te prisiljavane na stalne seksualne činove s jednim ili više muškaraca. Žene koje su preživjele te „brakove“ otkrivaju goleme unutarnje konflikte dok opisuju svoje muke. Žena može reći da nije imala izbora te je prezirala čovjeka koji ju je tako držao u zatočeništvu, a da se istovremeno nosi s činjenicom da vjerojatno ne bi preživjela da je taj čovjek nije uzeo za robinju.

Silovane su i Hutu i Tutsi žene, ali postoje razlike u broju i motivima tih zločina. Tutsi žene su napadane zbog njihove etničke pripadnosti. Manji je broj napada na Hutu žene koje su birane uglavnom zbog njihovih političkih ili obiteljskih veza s Tutsijima. Mnogo je drugih žena i djevojaka napadano bez etničkih ili političkih motiva isključivo zbog svoje ljepote ili stoga što su agresori htjeli dokazati da se mogu okomiti na bilo koga i ne snositi nikakve posljedice. Brojne Hutu žene koje su pobjegle od rata i genocida otkrile su da su izbjeglički kampovi u Zairu i Tanzaniji zone noćnih mora koje kontroliraju počinitelji genocida. Silovanje je tamo bilo učestalo i mnoge žene koje su se vratile u Ruandu dijele istu traumu i pate od istih problema kao i žene i mlade djevojke silovane tijekom genocida.

Žene koje su bile žrtve seksualnog zlostavljanja tijekom genocida imaju od tada zdravstvenih problema naročito sa seksualno prenosivim bolestima kao što su sifilis, gonoreja i HIV/sindrom stečene imunodeficijencije. Mnoge pate od fizičkih i psihičkih posljedica sakaćenja. S obzirom na to da je pobačaj u katoličkoj Ruandi ilegalan još od kolonijalnog razdoblja liječnici su upozorili da je mnogo žena trebalo biti liječeno zbog ozbiljnih komplikacija proizašlih iz pokušaja samostalnog ili potajnog izvođenja pobačaja nakon trudnoća uzrokovanih silovanjem. Nažalost, broj dostupnih liječnika ne može pokriti golemu količinu potrebne skrbi.

Ispitivanje koje su pokrenuli Ministarstvo obitelji i promicanja žene i UNICEF nedugo nakon genocida pokazuje da je od 304 žene njih 35 posto izjavilo da su ostale u drugom stanju nakon silovanja. Jedno drugo istraživanje koje je isto ministarstvo provelo u veljači 1996. godine pokazalo je da su u 716 ispitivanih silovanja 472 žene zatrudnjele, a više od polovice njih je imalo pobačaj. Državni ured za stanovništvo procjenjuje broj „ratnih trudnoća“, „djece rođene iz mržnje“, „neželjene djece“ ili „djece nastalih iz loše uspomene“ (toliko je eufemizama za djecu rođenu iz silovanja) na između 2 000 i 5 000. Izgleda ipak da je broj trudnoća uzrokovanih silovanjem bio mnogo veći. Žene koje su odlučile zadržati dijete začeto silovanjem često su se morale suočiti s neprihvatanjem svojih obitelji i etničke grupe te su ostale izolirane i odbačene. Neke od tih žena odbile su prijaviti rođenje svojega djeteta ili primiti liječničku njegu zbog straha od posljedica u slučaju da njihova situacija izađe na vidjelo. U većini slučajeva, žene koje su zatrudnjele zbog silovanja okončale su svoju trudnoću pobačajem ponekad čak i u posljednjem tromjesečju. Sram i strah uzrokovali su i slučajeve djecoubojstva.

U skladu s člankom 360 Kaznenog zakona Ruande iz 1977. godine silovanje je zločin za koji je predviđena kazna zatvora u trajanju od pet do deset godina. Ruanda je također obvezna goniti počinitelje silovanja u skladu s dvije međunarodne konvencije koje je potpisala – Ženevsku konvenciju i njezine fakultativne protokole te Konvenciju o genocidu. U skladu s organskim zakonom usvojenim 30. kolovoza 1996. godine, seksualno se nasilje smatra zločinom prvoga stupnja.

Iz užasa silovanja počinjenih tijekom zločina proizašli su neki pozitivni pomaci na polju međunarodnoga prava. Međunarodni kazneni sud za Ruandu, kojemu je sjedište u Arushi (Tanzanija) i o kojemu ćemo govoriti u sljedećem poglavlju, osnovao je odbor za seksualnu agresiju čija je dužnost ispitivati o zločinačkim činovima seksualne prirode i koji je pokrenuo potjere i izdao osude za zločine seksualne prirode. Bio je to prvi put da je jedan međunarodni kazneni sud osudio osobu optuženu za silovanje.

Međunarodni kazneni sud za Ruandu (i njegov ekvivalent za Jugoslaviju) prva su dva međunarodna suda koji su u svom mandatu uključili silovanje kao zločin protiv čovječnosti i ratni zločin. Učinak te osude bio je taj da se stvori presedan u međunarodnom pravu tako da se silovanje, premda nije riječ o genocidu, ipak računa kao zločin protiv čovječnosti. Važni koraci za Ruandu i za prava pojedinca na međunarodnom planu su osuda gradskog poglavara (gradonačelnika) Jean-Paula Akayesua, optuženoga za silovanje u okviru sustavnoga plana te sudski proces ministrice Pauline Nyiramasuhuko zbog naredbe da se silovanje koristi kao oružje tijekom genocida.

Zahvaljujući intervenciji grupe sveučilišnih djelatnika branitelja prava žena i nevladinih organizacija optužnica protiv Jean-Paula Akayesua izmijenjena je tijekom njegova sudskog procesa 1997. dodavanjem tri točke optužnice u skladu sa Ženevskom konvencijom i njezinim protokolima. Radilo se o silovanju kao zločinu protiv čovječnosti, o drugim neljudskim činovima kao zločinima protiv čovječnosti i povredama osobnog dostojanstva kao što su silovanje, degradirajuće i ponižavajuće postupanje i napad na krepost. Te tri nove točke optužnice predstavljaju presedan na polju međunarodnog prava. Akayesu je za silovanje i seksualno nasilje proglašen krivim za zločine protiv čovječnosti. Sud je prema dokazima zaključio da je naredio i počinio seksualno nasilje, ali da nije osobno sudjelovao u silovanjima. Grupe braniteljice prava pojedinca inzistirale su na tome da silovanje i drugi oblici seksualnog nasilja, uključujući i ubojstvo trudnica, predstavljaju čin genocida te da su u specifičnom slučaju Ruande silovanje i seksualno nasilje bili sastavni dio genocidne kampanje. Unatoč tome Sud ipak nije osudio Akayesua za silovanje u kontekstu genocida.

Također je znakovito da je međunarodni sud prvi puta osudio ženu za silovanje. Pauline Nyiramasuhuko, ministrica obitelji i ženskih pitanja u vrijeme genocida, optužena je za silovanje dok je bila na zapovjednom položaju. Ako dokazi potvrde smatrat će se odgovornom za to da je znala kako njezini podređeni siluju Tutsi žene i da ništa nije poduzela kako bi ih spriječila ili kaznila. Presuda Suda zanimat će cijeli svijet. Premda je riječ o povijesno značajnom pravosudnom napretku kojemu se bezrezervno radujemo on samim žrtvama silovanja pruža vrlo malo utjehe i sigurnosti. Većina odbija otvoreno govoriti o svom iskustvu. Neke ne znaju da su zločini kojima su bile žrtve kažnjivi zakonom. Druge pak nemaju povjerenja u pravosudni sustav i boje se posljedica. Razumljivo je da im nije ugodno podijeliti svoje priče s odvjetnicima ili muškim prevoditeljima i boje se da bi ako upozore na zločin mogle snositi posljedice i biti odbijene od svoje zajednice. Posljedice silovanja uvijek su teške, složene i dugotrajne, a kontekst genocida samo je pojačao sve uobičajene posljedice.

Žene odgovorne za zločine:

Važno je shvatiti da žene nisu bile samo žrtvama genocida. Neke su u njemu i sudjelovale – protiv muškaraca, ali i protiv žena. Taj je fenomen bio toliko raširen da je African Rights, tijelo za zaštitu prava osoba koje se prvo pozabavilo sustavnim inventarom užasa genocida, 1995. godine objavio istraživanje imena *Not So Innocent: When Women Become Killers* (Ne baš tako nevine: kada žene postanu ubojice“) koje se bavi sudjelovanjem žena u genocidu. Neke od njih počinile su zločine seksualne prirode. Većina njih bila je siromašna, ponekad vrlo siromašna, ali ostale su potjecale iz svih slojeva ruandskog Hutu društva: nastavnice, seljanke, mlade studentice, časne sestre i majke obitelji. Neke su žene držale druge u zatočeništvu i zahtijevale da ih se siluje u njihovom prisustvu. U drugim su pak slučajevima koristile palice i druge predmete kako bi same počinile silovanja. Vođe pokreta *Hutu Power*, od kojih su neki bili žene, poticali su te strahote, ali i obične su žene počinile tu vrstu zločina. Nakon što je genocid pokrenut nekontrolirano je nasilje eskaliralo kod mnogo običnih pripadnika Hutu, uzrokovano godinama siromaštva, uskraćenosti i represije te povezano s godinama ritualne dehumanizacije Tutsija i stalne manipulacije Hutu vođa. To što su neke Hutu žene činile Tutsi ženama samo je još jedan aspekt društva koje je tijekom sto dana u potpunosti izgubilo kontrolu i humanost. Taj fenomen nasilja koje žene provode nad drugim ženama nije česta pojava u ovakvim situacijama i zavređuje iscrpnije proučavanje.

U Ruandi je uhićeno oko 1200 žena pod sumnjom da su sudjelovale u genocidu što predstavlja oko tri posto čitave zatvorske populacije. Kada su te statistike prikupljane 20 posto žena je imalo dijete što predstavlja jedan drugi problem – izazove s kojima će se ta djeca morati suočiti.

Žene i razvoj:

Kojega god statusa bile – Hutu, Tutsi, preseljene, preživjele – nije pretjerano reći da su se sve žene Ruande morale suočiti s golemim problemima zbog nemira koje je unio genocid i s činjenicom da je njihovom spolu dodijeljen drugi red u zemlji što je dodatno pogoršalo situaciju. Međutim, tragedija je ostavila mjesta tračku nade. Dogodili su se važni i povoljni pomaci temeljeni na shvaćanju važne uloge žene u nadi obnove i pomirenja kao i na istovremenoj pojavi velikoga broja ženskih udruga osnovanih po završetku genocida s ciljem rješavanja brojnih probleme žena. Tijekom posljednjih godina svijet je uvidio da je sudjelovanje žena neophodno za uspjeh razvoja što se posebno odnosi na Ruandu.

Budući da žene čine veliku većinu aktivnog stanovništva imaju najznačajniju ulogu u gospodarskom razvoju i obnovi. Sve veći broj ljudi shvaća da će postizanje održivog mira biti još teže bez stvarnog napretka prema pravednom gospodarskom razvitku. Ruandani su se nakon postizanja nezavisnosti okupili u društveno-stručne udruge, društva i udruge za razvoj. Ženske su udruge dobile novi zamah u postgenocidnom društvu i bave se specifičnim problemima žena i odsustvom vladinih socijalnih usluga.

Na lokalnoj razini žene osnivaju ili obnavljaju grupe i društva za pomoć kako bi pomogle preživjelima, udovicama ili izbjeglicama koje se vraćaju ili kako bi jednostavno pomogle ženama osigurati preživljavanje njihovih obitelji. Nevladine organizacije i donatori uvidjeli su potencijalne prednosti tih grupa za obnovu i razvoj te su ih potpomogli ili pak doprinijeli osnivanju novih. Jedna od udruga je program Žene u tranziciji (FET), koji su 1996. godine utemeljili ruandsko Ministarstvo obitelji, roda i društvenih pitanja (MIGEFASO) i USAID³⁸ kako bi odgovorili na porast broja žena glava obitelji. Tijekom prve dvije godine svoga postojanja program je dopustio prepoznavanje ozbiljnih ženskih organizacija i pomogao im razvojem utočišta, poljoprivrednom pomoći, stokom i mikro kreditima.

³⁸ O. p. – USAID – United States Agency for International Development

Udruga žena jednako su aktivne na državnom planu, na kojem se trude odgovoriti na specifične potrebe preživjelih žena i onih koje se vraćaju iz progonstva, što onda omogućava ženama da preuzmu politički i gospodarski značaj i sudjeluju u obnovi ruandskog društva. Trideset pet udruga za prava žena, za razvoj i za mir okupile su se oko udruženja *Pro Femmes Twese Hamwe* („za žene sve zajedno“ – ironično korijen izraza je jednak onom koji tvori riječ „Interahamwe“ – „oni koji se drže zajedno“.). Trogodišnji plan djelovanja *Pro Femmes* izjavljuje da organizacija radi na „strukturalnoj transformaciji ruandskog društva ispunjavajući političke, materijalne, pravne, gospodarske i moralne uvjete pogodne za ponovno uspostavljanje pravde i jednakosti s ciljem uspostave stvarnog i održivog mira“. Osim svog programa mira i obnove *Pro Femmes* nudi svojim članovima podršku u razvoju sposobnosti te im pomaže pokrenuti programe komunikacije, informiranja i obrazovanja.

Ne treba umanjivati važnost takvih pomaka. Suzanne Ruboneka iz *Pro Femmes Twese Hamwe* koja je doprinijela osnivanju tih odbora, objasnila je stranom istraživaču važnost osnivanja foruma otvorenih ženama koji bi ih mogli potaknuti na sudjelovanje u procesu odlučivanja. „U našoj kulturi prepreke sprječavaju žene da se izraze u javnosti. Žene se ne usude govoriti u javnosti, naročito kada su muškarci prisutni. Zbog toga ne postoji mjesto gdje bi žene mogle razmišljati, pronalaziti rješenja i tako imati stvarnu političku ulogu. Mnogo je žena nepismeno i njihovo se gledište nikad ne uvažava. Kako stoga motivirati žene i dati im priliku da se okupe kako bi se njihova riječ čula bez straha?“ Ograničenja tradicije nisu jedine prepreke s kojima se žene moraju suočiti. Istovremeno je i iznenađujuće i žalosno utvrditi da je velikoj međunarodnoj pomoći pruženoj Ruandi trebalo dosta vremena da prepozna njihove specifične potrebe. Iako su sada određeni programi posvećeni isključivo njima, neke agencije nastavljaju svrstavati specifične poteškoće žena zajedno s drugim problemima općenitije prirode. Neke organizacije smatraju da je pomoć ženama osigurana u sklopu programa za pomoć ugroženim skupinama kao što su programi za premještaj i smještaj. Najveći dio američke pomoći Ruandi ima tendenciju podijeliti se na dva plana – demokracija i upravljanje s jedne strane i pomoć premještenim osobama s druge. Pomoć ženama najčešće se svrstava u drugu kategoriju koja uključuje i zdravstvo, osiguranje prehrane, ujedinjenje s obitelji i pomoć siročadi.

Međutim, kao što smo ustvrdili, postoje značajne iznimke tome pravilu i moramo se nadati da one predstavljaju budući smjer kretanja. Zemlje donatorice i zajednica nevladinih organizacija prepoznale su da su odbori žena pravi alat za pomoć razvoju. Ruandska je vlada dala svakom odboru da pokrenu mandat, financiraju i vode Zajedničke ženske fondove (FCF). Ti bi fondovi, zasad još u prvoj fazi razvoja, trebali podržavati pokretanje gospodarskih aktivnosti na planu zajednica i sektora i istovremeno omogućavati skupinama žena da sudjeluju u financijskim odlukama koje se odražavaju na njihove živote. To se između ostalog postiže posredovanjem mikrokreditnih aktivnosti kojima FCF daje manje pozajmice s minimalnom kamatnom stopom ženama koje inače ne bi imale pristup kreditima.

Značajan pomak napravio je USAID kada je istaknuo pomoć ženama kao jedan od glavnih ciljeva svoga mandata. U suradnji sa službenicima organizacija, financira program Žene u tranziciji koji pak financira aktivnosti ženskih odbora na planu zajednice i osigurava obrazovanje i usmjerenje ženskih odbora odgovornih za upravljanje FCF-om. Istovremeno, UN-ov Fond za razvoj namijenjen ženama, l'UNIFEM, financirao je programe za žene u nekim kampovima za premještene i u skupinama žena koje su se vratile iz progonstva. U sklopu svoje inicijative Afričke žene u krizi, UNIFEM je stavio naglasak na zdravlje u planiranju obitelji, rješavanje trauma i poboljšanje kvalitete života žena i mladih djevojaka. UNICEF je u suradnji ministarstvom pravosuđa pokrenuo program za zaštitu djece u sukobu sa zakonom koji predviđa upravo usluge pravne pomoći i potpore trudnim ženama i ženama zatvorenima zajedno s njihovom djecom. Taj program pojačava odjel inspekcije Ministarstva pravosuđa s ciljem boljeg nadzora zatvorskih uvjeta žena i djece.

Nama se odmah nameće zaključak te na kraju našega izvješća potvrđujemo da Ruanda u velikoj mjeri ima pravo na naknadu od strane svijeta koji ju je iznevjerio u trenutku kada je najviše trebala pomoć. Ne gajimo međutim iluzije da će tu naknadu lako i brzo dobiti. U međuvremenu potrebe se moraju tretirati po stupnju prioriteta. Posebna bi se pozornost trebala posvetiti ulozi žena s obzirom na zastrašujuć manjak sredstava u Ruandi, beskrajnu potrebu za financijama za obnovu i razvoj i činjenicu da međunarodna pomoć predstavlja osamdeset posto godišnjeg državnog proračuna.

Ako nevladine organizacije, bilateralni donatori i međunarodne financijske institucije odluče ne uzeti u obzir specifične potrebe žena Ruande i njihov specifičan doprinos obnovi tada oni ignoriraju upravo one osobe koje su ključne za moralnu i fizičku obnovu zemlje. Smatramo da bi donatori u sve svoje programe trebali uklopiti bitnu stavku koja se tiče žena, posvetiti posebnu pažnju novoj ulozi žena u ruandskom gospodarstvu kakvo je ovdje opisano i u skladu s tim osmisliti projekte za razvoj i pomirenje.

Žene: pomirenje i mir

Neke su Ruandanke odlučile preuzeti na sebe značajan teret te okončati nekadašnju gorčinu i sadašnje podjele i mi im od srca čestitamo. Prema nedavnom istraživanju: "...Rose Rwabuhiri, Ruandanka koja radi za UN postavlja pitanje ključno za raspravu: Možemo li živjeti zajedno? Suzanne Ruboneka iz *Pro Femmes Twese Hamwe* duboko sumnja u mogućnost pomirenja kakvo predviđaju neki međunarodni donatori i nevladine organizacije, uvjerena da nisu najbolje shvatili određene nijanse ruandske kulture. Ona je predložila koncept specifičnog pomirenja za ruandske žene. „Moramo se zapitati zašto se nalazimo u ovakvoj situaciji. Sve si Ruandanke moraju postaviti isto pitanje. Svaka od nas mora se zapitati što je učinila da to zaustavi. Ta mala skupina Ruandana koji su ubijali naša su braća, muževi, djeca. Što smo mi kao žene učinile? Koja je bila naša uloga u svemu tome? Svaka osoba mora zauzeti stav prema budućnosti. Što mogu napraviti da budućnost bude bolja, da se genocid ne ponovi, da naša djeca mogu živjeti u miru? Svaka od nas dužna je pomiriti se sama sa sobom.“

Koja je dakle posebna uloga žena u procesu postizanja mirnog suživota koji naposljetku predstavlja ključ nacionalnog pomirenja? Kao što je to istaknula Rose Rwabuhiri u jednom intervjuu, žene se suočavaju s jednakim problemima na području zdravlja, prehrane, vode i njege djece koji su teži no ikada upravo zbog gospodarske i društvene krize prouzrokovane genocidom. Zajedničko im je i nedostatak službene moći djelovanja u okviru sustava koji bi im omogućio utjecaj na odluke koje imaju posljedica na njihove živote. „Suočavamo se s jednakim problemima – možda bismo mogle zajedno potražiti mir“ ističe ona i nadalje naglašava: “Krizu me ubija jednako kao i njih.“ Suzanne Ruboneka smatra da će zajedničke borbe ženama dati istaknutu ulogu u nacionalnom nastojanju uspostavljanja mira. „Te žene i djeca najveće su žrtve ratova – udovištva, silovanja, trudnoće. Hoćemo li nastaviti biti žrtvama budućih sukoba? Muškarci su ti koji ratuju. Žene kažu: Zaustavite rat. Želimo mir.“

Ti glasnogovornici ruandskih žena ne tvrde da su žene po prirodi mirnije od muškaraca i stoga prirodno predodređene za obnovu mira. Genocid je nažalost podastrijeo previše dokaza koji tvrde upravo suprotno. Ono što ustvari tvrde jest činjenica da ruandske žene, često bez pomoći muškaraca, sada imaju zadatak obnoviti društvo, a da bi to postigle moraju nadići nebrojene probleme koji nadilaze političke i etničke okvire. Kao što to dobro razumije ova impresivna skupina predvodnica upravo će zajedničkim rješavanjem problema žene moći graditi mostove prema budućnosti. Taj je pristup usvojila *Pro-Femmes Twese Hamwe* u svojim nastojanjima da ponovno uspostavi mir između žena Ruande.

Sveučilišna se djelatnica ovako izjasnila o inicijativi: “ Kampanja *Pro-Femmes Twese Hamwe* za mir osmišljena je kako bi omogućila ženama da prepoznaju nužnost života u miru i dala im potrebna sredstva za zajednički život na lokalnom planu. One osnivaju „klubove za raspravu“ u brojnim ženskim odborima koji bi omogućili izabranim predstavnicama redovito okupljanje žena iz njihove zajednice s ciljem razgovora o sukobu. U svakome klubu prva se rasprava tiče uzroka genocida. Organizatorice se nadaju da će uspjeti osnovati klub za raspravu u svakom lokalnom ženskom odboru u Ruandi. Smatramo da će te hvalevrijedne inicijative imati pozitivan učinak na proces uspostavljanja mira i pomirbu u zemlji kojoj je jedno i drugo očajnički potrebno.

Djeca:

Djeca su u ruandskom društvu uvijek imala središnju i vrlo značajnu ulogu. Smatrana su nadom i budućnošću obitelji. Tradicionalno imaju pravo na ljubav, njegu i zaštitu obitelji i zajednice. Genocid je u potpunosti izokrenuo te vrijednosti.

UNICEF navodi da je velik broj djece ubijen tijekom genocida. Rodilišta, sirotišta, dječji domovi i škole sustavno su napadani. Više od 100 000 djece je odvojeno od svojih obitelji. Nisu sva siročad i djeca odvojena od svojih obitelji bila Tutsi iako ustvari ne postoji nikakva statistika etničkih skupina. Kada je stotine tisuća Hutua pobjeglo prema Zairu i Tanzaniji tisuće je djece napušteno duž cesta, izgubljeno u komešanju ili namjerno ostavljeno. U čitavoj su zemlji ljudi morali preuzeti brigu o djeci svojih roditelja ili drugih ljudi, a kampovi za preseljene osobe bili su prepuni djece bez obitelji. Krajem 1995. godine samo je 12 000 djece u Ruandi i 11 700 djece na istoku Zaira uspjelo pronaći svoje obitelji. Tijekom istoga perioda više od 12 000 djece je okupljeno u pedeset i šest privremenih sirotišta dok su obitelji preuzele brigu o više od 300 000 druge djece.

Situacija je i danas vrlo mračna. Mnogo djece još uvijek nije pronašlo svoje obitelji. Vlada bi htjela rasteretiti 200 000 obitelji koje su posvojile djecu. Većina njih ima ograničena sredstva, ali isto vrijedi i za vladu koja između ostalog mora pokrenuti i podržati program koji bi zbrinuo nekih 100 000 djece koju u skorijoj budućnosti neće moći preuzeti obitelj.

6. Les notions pertinentes

- **Les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels**

Les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels sont des traités internationaux qui contiennent les règles essentielles fixant des limites à la barbarie de la guerre. Ils protègent les personnes qui ne participent pas aux hostilités (les civils, les membres du personnel sanitaire ou d'organisations humanitaires) ainsi que celles qui ne prennent plus part aux combats (les blessés, les malades et les naufragés, les prisonniers de guerre).

Les Conventions et leurs Protocoles sont au cœur du droit international humanitaire, la branche du droit international qui régit la conduite des conflits armés et vise à limiter leurs conséquences.

Les protocoles additionnels :

- Protocole additionnel I aux Conventions de Genève, 1977
- Protocole additionnel II aux Conventions de Genève, 1977
- Protocole additionnel III aux Conventions de Genève, 2005

- **Le Statut de Rome**

Le Statut de Rome est le document qui définit les règles de fonctionnement élémentaire de la Cour pénale internationale.

- **Cour pénale internationale (CPI)**

La Cour pénale internationale (CPI), régie par le Statut de Rome, est la première cour pénale internationale permanente créée par traité pour contribuer à mettre fin à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui touche la communauté internationale.

Génocide rwandais – Organisations :

- Interahamwe

Les Interahamwe constituent la plus importante des milices rwandaises créée par le MRND. Interahamwe signifie « ceux qui combattent ensemble ». Ils sont responsables de la plupart des massacres pendant le génocide en 1994.

- MINUAR

La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda – une mission de l'ONU au Rwanda créée en 1993

- MRND

Mouvement républicain pour la démocratie et le développement, ex- Mouvement révolutionnaire national pour le développement

- Le Hutu Power

Mouvement idéologique d'extrémistes hutus au Rwanda

- **FPR** – le Front patriotique rwandais

- FAR

Les Forces armées rwandaises – l'armée du Rwanda sous le régime de Grégoire Kayibanda, puis de Juvénal Habyarimana, qui était composée quasi entièrement de Hutus.

- Impuzamugambi

Milice rwandaise fondée en 1992

- CRD

La Coalition pour la défense de la République et de la démocratie

6.1.

Langue BCMS et les problèmes de son emploi

Certains linguistes prétendent que les termes bosniaque, croate, monténégrin et serbe sont quatre appellations officielles d'une seule et même langue en tant que système linguistique.³⁹ Cette thèse est assez problématique car il s'agit en fait d'une langue artificiellement créée qui sert d'un outil aux institutions et à la bureaucratie internationale. Cet amalgame est le plus souvent utilisé par les institutions juridique, notamment le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY ou TPY).

Bien que cet « instrument » linguistique puisse être utile dans certains cas, ce type de simplification linguistique peut quand même mener à une confusion complète. Il n'est jamais prudent d'effacer les distinctions entre les langues et leurs particularités spécifiques surtout quand il s'agit d'un domaine où l'élucidation et la délimitation des notions sont importantissimes. Le domaine du droit comprend un grand nombre des notions qui doivent trouver leurs termes respectifs.

Être négligent en traduisant des termes juridiques peut susciter beaucoup d'inconvénients et de problèmes graves. Les termes sont souvent traduits par un terme général qui correspond à la langue BCMS et qui soit compréhensible en bosniaque, croate, monténégrin et serbe. Et pourtant, bien que ce terme soit intelligible, il n'est pas nécessairement dans l'esprit de toutes ces langues. La plupart des termes utilisés dans le domaine de TPIY appartiennent à la langue serbe et semblent maladroits par exemple en croate. C'est pour cette raison qu'ils ne prennent jamais racine dans le registre standard d'autres langues. Il est bien nécessaire de traiter les langues bosniaque, croate, monténégrin et serbe comme des langues indépendantes et faire des efforts pour créer des banques de termes appartenant à chaque langue. Il ne fallait pas suivre la voie de la moindre résistance et continuer d'utiliser cet hybride semi-illettré car il résulte par la confusion terminologique et la dégénération linguistique.

³⁹ Paul-Louis Thomas, Vladimir Osipov: *Grammaire du Bosniaque, Croate, Monténégrin, Serbe*.

7. Glossaire

A

- abus sexuel, n. m. - seksualno zlostavljanje
- acte inhumain, n. m. - nečovječno djelo
- acte de violence – čin nasilja
- acte de violence de nature sexuelle, n. m. - čin nasilja seksualne prirode
- affamement des civils comme méthode de guerre, n. m. – namjerno pribjegavanje izgladnjivanju civila kao načinu vođenja rata
- agression armée, n. f. - vojna agresija
- aide humanitaire, n. f. - humanitarna pomoć
- anéantir, v. - uništiti
- annihilation, n.f. - uništenje
- appartenance ethnique, n. f. - etnička pripadnost
- arme de guerre, n. f. - ratno oružje
- armes à feu, n. f. - vatreno oružje
- armée civile, n. f. - civilna vojska
- armée régulière, n. f. - regularna vojska
- assaillant, n. m. - napadač
- assassin, n. m. - ubojica
- assassiner, v. - usmrtiti
- attaque, n. f. - napad
- attaque causant incidemment des pertes en vies humaines, des blessures et des dommages excessifs, n. f. – napad koji dovodi do smrti ili ozljeda civila ili štete na civilnim objektima ili do teške, dugoročne i opsežne štete u prirodnom okolišu
- attaque contre des localités non défendues, n. f. - napad na nebranjene lokalitete
- attaque contre des personnes civiles, n. f. - napad na civilne osobe
- attaque contre des biens de caractère civil, n. f. - napad na civilne objekte
- attaque contre des biens protégés, n. f. - napad na zaštićene objekte
- attaque contre la population civile, n. f. - napad na civilno stanovništvo

- attaque contre le personnel ou des biens employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix, n. f. - napad na osobe, uređaje, materijale, jedinice ili vozila uključena u humanitarnu pomoć ili misiju održavanja mira

- atteinte à la dignité de la personne, n. f. – sknavljenje osobnog dostojanstva
- atteinte grave à l'intégrité physique, n. f. - nanošenje teških fizičkih ozljeda
- atteinte grave à l'intégrité mentale, n. f. – nanošenje duševne boli
- attentat à la pudeur, n. m. – napad na krepost
- auteur, n. m. - počinitelj
- auto-avortement, n. m. - amotalno izveden pobačaj
- autorités civiles locales, n. f. - lokalne civilne vlasti
- autres formes de violences sexuelles - ostali oblici seksualnog nasilja
- avortement clandestin, n. m. - pobačaj izveden u tajnosti

B

- biens indispensable à la survie, n. m. - sredstva nužna za preživljavanje
- biens de caractère civil, n. m. - civilna dobra
- blessé, n. m. – ranjenik
- blesser une personne hors de combat, n. m. – ranjavanje borca koji se predao na milost
- blesser de trahitise un adversaire combattant, v. - podmuklo ranjavanje pripadnika neprijateljske vojske

C

- camp de réfugiés, n. m. - izbjeglički kamp
- camp pour personnes déplacées, n. m. - kamp za prisilno premještene osobe
- campagne de génocide, n. f. - genocidna kampanja
- carnage, n. m. - pokolj
- causer intentionnellement de grandes souffrances, n. m. – namjerno nanošenje velike patnje
- chaîne de commandement, n. f. - zapovjedni lanac
- chef de milice, n. m. - vođa paravojne postrojbe
- civil, n. f./n. m. - civil

- commandement militaire, n. m. - vojno zapovjedništvo
- complice du génocide, n. m. - suučesnik genocida
- condamner, v. - osuditi
- condamnation prononcée sans un jugement préalable, n. f. - osuda donesena bez prethodnog suda
- condamnations ou exécutions en dehors de toute procédure régulière – izricanje presuda i izvršavanje smaknuća bez prethodno provedenog postupka i presude koju je izrekao zakoniti sud sa svim opće prihvaćenim nužnim sudbenim jamstvima
- conflit armé, n. m. - oružani sukob
 - conflit armé international, n. m. - međunarodni oružani sukob
 - conflit armé non international, n. m. - nemeđunarodni oružani sukob
 - conflit armé interne, n. m. - unutarnji oružani sukob
- consort, n. m. - suoptuženi
- contrainte à participer à des opérations militaires, n. m. – prisiljavanje državljanina neprijateljske strane da sudjeluju u ratnim operacijama usmjerenim protiv vlastite zemlje
- contrainte de servir dans les forces d'une puissance ennemie, n. f. – prisiljavanje na službu u postrojbama neprijateljske sile
- Cour pénale internationale, n. f. - Međunarodni kazneni sud
- couvre-feux, n. m. - policijski sat
- crime, n. m. - zločin
 - crime de guerre, n. m. - ratni zločin
 - crime de nature sexuelle, n. m. - zločin seksualne prirode
 - crime contre l'humanité, n. m. - zločin protiv čovječnosti
 - crime d'agression, n. m. – zločin agresije
 - crime d'apartheid, n. m. - zločin aparthejda
 - crime de génocide, n. m. - zločin genocida

D

- déhumanisation, n. f. - dehumanizacija
- déni de droits ou d'action à des ressortissants de la partie adverse, n. m. – proglašenje prava i radnji državljanina neprijateljske strane zabranjenim, suspendiranim ili nedopuštenim u sudskom postupku
- déni de quartier, n. m. - proglašavanje da se protivniku neće dati nikakva milost
- dénoncer, v. - prokazati
- déportation, n. f. - protjerivanje, deportacija
- destruction physique, n. f. - fizičko uništenje
- destruction ou saisie de biens, n. f. - opsežno uništavanje i oduzimanje imovine
- destruction et appropriation de biens, n. f. – uništavanje i oduzimanje imovine
- détention illégale, n. f. - nezakonito držanje u zatočeništvu
- détruire les biens d'un adversaire, v. - uništavanje neprijateljske imovine
- discrimination raciale, n. f. - rasna diskriminacija
- disparition forcée de personnes, n. f. - prisilno nestajanje osoba
- droit coutumier, n. m. - običajno pravo
- droits fondamentaux, n. m. - temeljna prava
- droit international, n. m. - međunarodno pravo
- droit international humanitaire, n. m. - međunarodno humanitarno pravo
- droits de l'homme, n. m. - ljudska prava
- droits de la personne, n. m. - prava pojedinca

E

- effets à long terme, n. m. - dugoročne posljedice
- égalité juridique, n. f. - pravna jednakost
- emploi de balles prohibées, n. m. - upotreba zabranjenih metaka
- emploi de gaz, liquides, matières ou procédés prohibés, n. m. – upotreba otrovnih plinova plinova, plinova zagušljivaca ili drugih plinova te svih sličnih tekućina, tvari ili naprava
- emploi de poison ou d'armes empoisonnées, n. m. - upotreba otrova ili otrovnog oružja

- emprisonnement, n. m. - zatočenje, porobljavanje (BCMS)
- enrôlement d'enfants dans les forces armées, n. m. - novačenje djece mlađe od petnaest godina u nacionalne oružane snage
- épargner, v. - poštediti
- esclave, n. f./n. m. - rob, robinja
- esclavage sexuel, n. m. - seksualno ropstvo
- ethnicité, n. f. –etnicitet
- exécution effectuée sans un jugement préalable, n. f. – pogubljenje bez prethodnog sudskog postupka
- exécution extrajudiciaire, n. f. – pogubljenje izvan sudske nadležnosti
- exil, n. m. - progonstvo
- expérience, n. f. - pokus
- expériences biologiques, n. f. - biološki pokusi
- expériences médicales, n. f. - medicinski pokusi
- expériences scientifiques, n. f. - znanstveni pokusi
 - extermination, n. f. - istrebljenje

F

- force armée, n. f. - oružana sila
- force de défense civile, n. f. - sila civilne obrane

G

- génocide, n. m. - genocid
 - génocide par meurtre - genocid ubijanjem
 - génocide par atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale – genocid nanošenjem teške ozljede ili duševne boli
 - génocide par soumission intentionnelle à des conditions d'existence devant entrainer la destruction physique totale ou partielle d'un groupe – genocid namjernim podvrgavanjem skupine životnim uvjetima kojima je cilj njezino potpuno ili djelomično fizičko uništenje

- génocide par imposition de mesures visant à entraver les naissances – genocid nametanjem mjera s namjerom sprečavanja rađanja

- génocide par transfert forcé d'enfants - genocid prisilnim premještanjem djece iz jedne skupine u drugu

- génocidaire, n. m./n. f. - vršitelj genocida
- génocidaire, adj. - genocidni
- gouvernement civil, n. m. - civilna vlada
- gouvernement intérimaire, n. m. - privremena vlada
- gouvernement militaire, n. m. - vojna vlada
- grandes souffrances, n. f. - velika patnja
- grenade lacrymogène, n. f. - dimna bomba
- grenade à fragmentation, n. f. - ručna bomba, granata
- grossesse consécutive à un viol, n. f. - trudnoća uzrokovana silovanjem
- grossesse forcée, n. f. - prisilna trudnoća
- groupe armé, n. m. - naoružana skupina
- groupe ethnique, n. m. - etnička skupina

H

- homicide intentionnel, n. m. - namjerno umorstvo
- hostilité, n. f. - sukob

I

- immunité juridique, n. f. - pravni imunitet
- impunité, n. f. - nekažnjavanje
- infanticide, n. f. - djecoubojstvo
- infraction grave, n. f. - teška povreda

L

- libertés fondamentales, n. f. - temeljne slobode
- lutte contre l'impunité - borba protiv nekažnjavanja

M

- massacre, n. m. - pokolj
- mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe, n. f. – nametanje mjera s namjerom sprečavanja rađanja
- meurtre, n. m. - ubojstvo
- milice, n. f. - paravojna postrojba
- mutilation, n. f. - sakaćenje
- mutiler, v. - sakatiti

N

- nettoyage ethnique, n. m. - etničko čišćenje

O

- objectif militaire, n. m. - vojni cilj
- opération militaire, n. f. - vojna operacija
- oppression systématique, n. f. - sustavno tlačenje
- organisation humanitaire, n. f. - humanitarna organizacija
- orphelin, n. m. - siročće
- orphelinat temporaire, n. m. - privremeno sirotište
- outrage, n. m. - povreda, nepoštivanje
outrage à la dignité personnelle - povreda osobnog dostojanstva

P

- pillage, n. m. - pljačkanje
- pénalement responsable, adj. - kazneno odgovoran

- persécution, n. f. - progon
- persécution pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste, n. f. – proganjanje na političkoj, rasnoj, nacionalnoj, etničkoj, kulturnoj, vjerskoj, spolnoj osnovi
- personne bénéficiant de la protection, n. f. - osoba kojoj je potrebna zaštita
- personne déplacée, n. f. - preseljena osoba
- personnel sanitaire, n. m. - medicinsko osoblje
- population civile, n. f. - civilno stanovništvo
- position de commandement, n. f. - zapovjedni položaj
- poursuivre, v. - goniti, progoniti
- poursuite pénale, n. f. - kazнено gonjenje
- prise d'otages, n. f. - uzimanje talaca
- prisonnier de guerre, n. m. - ratni zatočenik
- privation grave de liberté physique, n. f. – ozbiljno oduzimanje osobne slobode
- procès équitable, n. m. - pravičan i redovan postupak
- procès inéquitable, n. m. - nepravičan i neredovan postupak
- propagande raciste, n. f. - rasistička propaganda
- prostitution forcée, n. f. - prisilna prostitucija
- protection juridique, n. f. - pravna zaštita
- protection de la population civile, n. f. - zaštita civilnog stanovništva
- protocole facultatif, n. m. - fakultativni protokol

R

- réduction en esclavage, n. f. - porobljavanje
- réfugié(e), n. f./n. m. - izbjeglica
- réhabilitation, n. f. - oporavak
- représaille, n. f. - posljedica
- rhétorique de haine raciale, n. f. - retorika rasne mržnje

S

- saisir les biens d'un adversaire, v. – uzimanje neprijateljske imovine
- signe précurseur, n. m. – znak upozorenja
- soumission intentionnelle, n. f. – namjerno podvrgavanje
- soumission intentionnelle d'une personne à un traitement cruel
- Statut de Rome, n. m. - Rimski statut
- sterilisation forcé, n. f. - prisilna sterilizacija
- société civile, n. f. - civilno društvo
- survivant(e), n. f/n. m. - preživjeli
- système judiciaire, n. m. - pravosudni sustav

T

- témoignage, n. m. - svjedočenje
- témoin, n. m./n. f. - svjedok, svjedokinja
- tension interne, n. f. - unutarnja napetost
- torture, n. f. - mučenje
- traitement cruel, n. m. - okrutno postupanje
- traitement humiliant et dégradant, n. m. - ponižavajući i degradirajući postupci
- traitement inhumain, n. m. - nečovječno postupanje
- transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe, n. m. – prisilno premještanje djece iz jedne skupine u drugu, prisilno preseljenje djece iz jedne skupine u drugu
- transfert forcé de population, n. m. - prisilni premještaj stanovništva, prisilno preseljenje stanovništva
- transfert illégal, n. m. - nezakonito premještanje, nezakonito preseljenje
- traumatisme, n. m. - trauma
- tribunal, n. m. - sud
- tribunal ad hoc, n. m. - ad hoc sud
- troubles internes, n. m. - unutarnji nemiri
- tuer une personne hors de combat, n. m. – ubijanje borca koji se predao na milost

- tuer de trahison un adversaire combattant, v. – podmuklo ubijanje pripadnika neprijateljske vojske
- tuerie, n. f. - ubijanje
- tuerie à grandes échelle, n. f. - ubijanje velikih razmjera

U

- utilisation de boucliers humains, n. f. – iskorištavanje prisutnosti civila ili drugih zaštićenih osoba da se određena mjesta, područja ili vojne snage zaštite od vojnih operacija
- utilisation induue – nepravilna uporaba
- utilisation induue d'un pavillon parlementaire, n. f. – nepravilna uporaba zastave primirja
- utilisation induue du drapeau, des insignes ou de l'uniforme de l'ennemi, n. f. – nepravilna uporaba zastave ili vojnog znakovlja i odore neprijatelja
- utilisation induue du drapeau, des insignes ou de l'uniforme des Nations Unies, n. f. – nepravilna uporaba zastave ili vojnog znakovlja i odore Ujedinjenih naroda
- utilisation induue des signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève, n. f. – nepravilna uporaba posebnih znakova Ženevskih konvencija

V

- victime, n. f. - žrtva
- viol, n. m. - silovanje
- violation, n. f. - kršenje
 - violation grave - teško kršenje
 - violation des droits de l'homme, n. f. - kršenje ljudskih prava
 - violation du droit à un procès équitable, n. f. - uskraćivanje prava na pravičan i redovan postupak
- violeur, n. m. - silovatelj
- violence sexuelle, n. f. - seksualno nasilje

8. Arborescence (I, II)

9. Fiches terminologiques

- **Fiche 1**

Terme	Génocide
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Statut (usage)	Non renseigné
Origine géographique	Géno- d'après le grec ancien <i>genos</i> (race) et <i>-cide</i> du latin <i>caedo</i> (tuer)
Collocation(s)	~ par meurtre, ~ rwandais, ~ par transfert forcé d'enfants, ~ des Arméniens
Domaine	Droit international humanitaire
Définition	Destruction physique, intentionnelle, systématique et programmée d'un groupe en raison de ses origines ethniques, religieuses ou sociales.
Remarque linguistique	On utilise très souvent seulement le terme « génocide » bien que le terme juridique complet soit « crime de génocide ». Les deux sont admissibles.
Synonyme(s)	Ethnocide, extermination, annihilation, anéantissement
Parasynonyme(s)	Carnage, massacre
Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Hyponyme(s)	Génocide par meurtre
Isonyme(s)	Crime de guerre, crime contre l'humanité
Contexte du terme (+réf.)	« Le texte de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948. » (legal.un.org/avl/pdf/ha/cppcg/cppcg_f.pdf)
Equivalent croate	Genocid
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html

Remarque linguistique sur l'équivalent	Le terme croate n'est constitué que d'un seul mot.
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Genocid je težak zločin usmjeren protiv osnovnih postulata humanizma, prava čovjeka i međunarodnog humanitarnog prava u cjelini. » (hrcak.srce.hr/indeks.php?show=clanak&id_clanak_jezik=48619)

- **Fiche 2**

Terme	Disparition forcée
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	~ de personnes
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes contre l'humanité
Définition	Cas où des personnes sont arrêtées ; détenus ou enlevées par un État ou une organisation politique ou avec l'autorisation, l'appui ou l'assentiment de cet Etat ou de cette organisation, qui refuse ensuite d'admettre que ces personnes sont privées de liberté ou de révéler le sort qui leur est réservé ou l'endroit où elles se trouvent, dans l'intention de les soustraire à la protection de la loi pendant une période prolongée.
Remarque linguistique	Le terme est souvent employé dans sa forme abrégée – <i>la disparition forcée</i>
Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Isonyme(s)	Torture, transfert forcé, réduction en esclavage
Contexte du terme (+réf.)	« Les Etats parties coopèrent entre eux et s'accordent l'entraide la plus large possible pour porter assistance aux victimes de disparition forcée ainsi que dans la recherche, la localisation et la libération des

	personnes disparues et, en cas de décès, dans l'exhumation, l'identification des personnes disparues et la restitutions de leurs restes. » (www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ConventionCED.aspx)
Equivalent	Prisilno nestajanje osoba
Catégorie grammaticale	Nom neutre
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Remarque linguistique sur l'équivalent	On trouve parfois le terme – <i>prisilni nestanak osoba</i>
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Izraz prisilno nestajanje osoba znači uhićivanje, pritvaranje ili otimanje osoba od strane ili s dopuštanjem, potporom ili pristankom države ili političke organizacije... » (narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html)

- **Fiche 3**

Terme	Génocidaire
Catégorie grammaticale	Adjectif
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	Programme ~, massacre ~, violence ~, gouvernement ~, politique ~, stratégie ~, plan ~, crime ~, action ~, idéologie ~, acte ~
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes de génocide
Définition	Propre à une attitude raciste qui vise à la destruction d'un groupe important de personnes à cause de leur race, ethnicité ou religion.
Remarque linguistique	Il fallait ajouter que l'on connaît aussi le nom « génocidaire »

	qui est d'habitude employé dans les contextes analogues.
Parasynonyme(s)	Raciste, chauvin, xénophobe
Contexte du terme (+réf.)	« Mais rappelle aussi que « le gouvernement génocidaire a été formé dans l'enceinte de l'ambassade de France en avril 1994 », et que « Paris lui a livré des armes jusqu'en août 1994. » (www.liberation.fr/monde/2014/04/07/kagame-la-france-a-contribue--a-l-emergence-d-une-ideologie-genocidaire-au-rwanda_993725)
Equivalent croate	Genocidan
Catégorie grammaticale	Adjectif
Source de l'équivalent	www.matica.hr/vijenac/523/1991.%20-%20godina%20koja%20se%20(ne)%20vraća%3F
Remarque linguistique sur l'équivalent	Ce terme a un emploi très rare.
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« ...da se u današnjoj Hrvatskoj, članici Europske Unije i NATO-a, ponovno obnavlja ustaška genocidna politika iz 1991. » (www.matica.hr/vijenac/523/1991.%20-%20godina%20koja%20se%20(ne)%20vraća%3F/)

- **Fiche 4**

Terme	Crime contre l'humanité
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Statut (usage)	Non renseigné
Origine géographique	Utilisé pour la première fois en 1945 dans le statut du Tribunal militaire de Nuremberg
Domaine	Droit international humanitaire
Définition	Violation délibérée des droits fondamentaux d'un individu ou d'un groupe d'individu inspirée par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux.
Hyperonyme	Violation du droit pénal international

Relation avec l'hyperonyme	Type de
Hyponyme(s)	Meurtre, extermination, réduction en esclavage, viol, prostitution forcée
Isonyme(s)	Crime de guerre
Contexte du terme (+réf.)	« Le ministre palestinien des Affaires étrangères a accusé mercredi Israël de commettre des crimes contre l'humanité à Gaza lors d'une session extraordinaire à Genève du Conseil des droits de l'Homme, et exigé une enquête internationale. » (www.midilibre.fr/2014/07/23/gaza-israel-accuse-de-crime-contre-l-humanite,1028772.php)
Equivalent croate	Zločin protiv čovječnosti
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Source de l'équivalent	Josipović, Ivo. <i>Odgovornost za ratne zločine pred sudovima u Hrvatskoj : Knjiga I : izvori prava s uvodnom studijom : Odgovornost za ratne zločine – povijesni korijeni, međunarodna iskustva i hrvatska praksa</i> . Zagreb : Pravni fakultet Sveučilišta u Zagrebu, 2006.
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Turski državni tužitelj u Istanbulu podigao je tužbu protiv Džel'ada Šarona, sina bivšeg izraelskog premijera Arijela Šarona, za djelo zločina protiv čovječnosti, nakon što je izjavio za izraelske medije da pitanje Gaze treba riješiti bombardiranjem atomskim oružjem. » (islamska-zajednica.hr/vijesti/turska-optuzila-saronova-sina-za-zlocin-protiv-covjecnosti)

- **Fiche 5**

Terme	Crime de guerre
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	Condamné de ~, accusé de ~, coupable de ~

Domaine	Droit international humanitaire
Définition	Violation délibérée des règles essentielles fixant des limites à la barbarie de la guerre qui protègent les personnes qui ne participent pas aux antagonismes ainsi que celles qui ne prennent plus part aux combats.
Hyperonyme	Violation du droit internationale humanitaire
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Hyponyme(s)	Homicide intentionnel, torture, expérience biologique, prise d'otages, détention illégale
Isonyme(s)	Crime de génocide, crime contre l'humanité
Contexte du terme (+réf.)	« Les "attaques délibérées sur les civils ne participant pas aux combats sont des crimes de guerre", ajoute HRW » (www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/08/04/97001-20140804FILWWW00249-une-ong-accuse-israel-de-crime-de-guerre.php)
Equivalent croate	Ratni zločin
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Source de l'équivalent	Josipović, Ivo. <i>Odgovornost za ratne zločine pred sudovima u Hrvatskoj : Knjiga I : izvori prava s uvodnom studijom : Odgovornost za ratne zločine – povijesni korijeni, međunarodna iskustva i hrvatska praksa</i> . Zagreb : Pravni fakultet Sveučilišta u Zagrebu, 2006.
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Priznala je to savjetnica u Odjelu za ratne zločine DORH-a Davorka Radalj na javnoj tribini o kažnjavanju ratnih zločina koju je u Zagrebu organizirao Centar za suočavanje s prošlošću Documenta. » (www.sudacka-mreza.hr/dokument.aspx?DocID=2746)

- **Fiche 6**

Terme	Réfugié(e)
Catégorie grammaticale	Nom masculin ; nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	camp de ~, statut de ~, ~ politique, ~ syrien
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes de guerre
Définition	Toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays.
Remarque linguistique	On trouve parfois la forme – <i>personne réfugiée</i>
Synonyme(s)	Exilé, expatrié
Parasynonyme(s)	Personne déplacée
Hyponyme(s)	Réfugié politique
Isonyme(s)	Demandeur d'asile, apatride, migrant
Contexte du terme (+réf.)	« Les réfugiés peuvent solliciter la nationalité française par naturalisation dès la reconnaissance de leur statut sans attendre d'avoir 5 ans de résidence exigée pour les étrangers de droit commun. » (www.ofpra.gouv.fr/?xml_id=65&dtd_id=12)
Equivalent croate	Izbjeglja
Catégorie grammaticale	Nom masculin, nom féminin
Source de l'équivalent	www.hpc.hr/dokumenti/Clanci/DavorinLapas-Medjunarodnopravnazastitaizbjeglja.pdf
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Republika Hrvatska iz povijesnih razloga pruža zaštitu dvama različitim skupinama izbjeglja. Onima određenima u Konvenciji iz 1959. koje su dobile status izbjeglja prema sustavu azila i osobama koje su primile zaštitu prema nacionalnom zakonodavstvu. » (www.unhcr.hr/kome-pomazemo/izbjeglja)

- **Fiche 7**

Terme	Conflit armé
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	~ interne, ~ international, ~ non international, en cas de ~
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes de guerre
Définition	Confrontation organisée collective et violente entre au moins deux acteurs, que ce soit des acteurs étatiques ou non.
Remarque linguistique	Le terme est souvent utilisé sans l'adjectif <i>armé</i> .
Synonyme(s)	Hostilité, lutte, combat
Parasynonyme(s)	Guerre, crise, antagonisme, clash, confrontation
Hyponyme(s)	Conflit armé international
Contexte du terme (+réf.)	« Le droit des conflits armés constitue une matière complexe, en évolution constante, dont il est difficile pour les militaires de connaître et d'appliquer l'ensemble des dispositions. » (www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/droit-des-conflits-armes/droits-des-conflit-armes)
Equivalent croate	Oružani sukob
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Source de l'équivalent	S. Fabijanić Gagro, <i>Promjena kvalifikacije oružanog sukoba</i> , Zb. Prav. fak. Sveuč. Rij. (1991) v. 29, br. 2, 1067-1092 (2008)
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Slučajevi "spajanja" i "preklapanja" ovih dviju vrsta oružanih sukoba, posebice "prerastanje" nemeđunarodnog u međunarodni oružani sukob, ne spominju se u međunarodnim dokumentima, ali su ipak kao takvi poznati i priznati u praksi. » (S. Fabijanić Gagro, <i>Promjena kvalifikacije oružanog sukoba</i> , Zb. Prav. fak. Sveuč. Rij. (1991) v. 29, br. 2, 1067-1092 (2008))

- **Fiche 8**

Terme	Torture
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Origine géographique	Du latin <i>tortura</i>
Collocation(s)	~ physique, ~ psychique, ~ des prisonniers, chambre de ~, instruments de ~, infliger la ~ à qqn
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes contre l'humanité, Crimes de guerre
Définition	Infliction intentionnelle de douleur ou des souffrances aiguës, physique ou mentale, à une ou plusieurs personnes.
Synonyme(s)	Peine grave, supplice, souffrance
Parasynonyme(s)	Châtiment, martyr, tourment
Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Hyponyme(s)	Grandes souffrances
Isonyme(s)	Meurtre, emprisonnement, viol, stérilisation forcée
Contexte du terme (+réf.)	« La mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) dit avoir des « preuves » que des responsables de ces services « torturent systématiquement des prisonniers pour obtenir des confessions et des informations » dans cinq de leurs centres de détention. » (www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/333331/afghanistan-l-onu-denonce-la-torture-des-prisonniers)
Equivalent croate	Mučenje
Catégorie grammaticale	Nom neutre
Source de l'équivalent	Josipović, Ivo. <i>Odgovornost za ratne zločine pred sudovima u Hrvatskoj : Knjiga I : izvori prava s uvodnom studijom : Odgovornost za ratne zločine – povijesni korijeni, međunarodna iskustva i hrvatska praksa</i> . Zagreb : Pravni fakultet Sveučilišta u

	Zagreb, 2006.
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Tužna je istina da snage policije u zemljama jugoistočne, južne i istočne Azije mučenja neprestano koriste kao uobičajenu metodu prilikom saslušavanja kako bi pojedince prisilile na priznanje. » (www.dw.de/mučenje-zatvorenika-je-svakodneva/a-17737422)

- **Fiche 9**

Terme	Transfert forcé
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	~ de population, ~ des populations civiles, ~ des immigrants
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes contre l'humanité
Définition	Fait de déplacer de force des personnes, en les expulsant ou par d'autres moyens coercitifs, de la région où elles se trouvent légalement, sans motifs admis en droit international.
Remarque linguistique	Le terme est souvent utilisé dans des formes plus élaborées – transfert forcé de population, transfert forcé des enfants, transfert forcé illégal
Parasynonyme(s)	Déplacement
Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Isonyme(s)	Déportation
Contexte du terme (+réf.)	« Dans certains conflits, le transfert forcé des populations civiles est une arme de guerre et un moyen de créer des sociétés culturellement, politiquement, nationalement ou ethniquement homogènes. »

	(www.operationspaix.net/113-lexique-transfert-force-de-population.html)
Equivalent croate	Prisilni premještaj stanovništva, prisilno preseljenje stanovništva
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Source de l'équivalent	www.icc-cpi.int/iccdocs/asp_docs/library/asp/Plan_of_Action_-_Croatia_-_Croatian_-_2007.pdf
Remarque linguistique sur l'équivalent	On connaît deux termes pour une seule notion – il est donc possible d'utiliser soit le terme – <i>prisilni premještaj stanovništva</i> soit le terme – <i>prisilno preseljenje stanovništva</i> . Néanmoins, il fallait ajouter que ce manque de monosemie dans le discours juridique résulte souvent par une confusion terminologique.
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Oslobođeni su samo krivnje po jednoj točki optužnice : za nečovječna djela i prisilni premještaj kao zločin protiv čovječnosti. » (www.dw.de/visoke-kazne-dvojici-hrvatskih-generalaa-14991533)

- **Fiche 10**

Terme	Population civile
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	Attaque contre ~, protection de ~
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Victimes
Définition	Toute personne qui n'appartient pas aux membres des forces armées ou des organisations auxiliaires ou complémentaires de celles-ci et qui ne prend pas part au combat.
Parasynonyme(s)	Civils
Hyperonyme	Population
Relation avec l'hyperonyme	Type de

Hyponyme(s)	Personne civile
Contexte du terme (+réf.)	« Ce principe est pourtant mis à mal dans la réalité, car la population civile, notamment depuis la Seconde Guerre mondiale, souffre de la plupart des conséquences de la violence armée. » (www.icrc.org/fre/what-we-do/protecting-civilians/)
Equivalent croate	Civilno stanovništvo
Catégorie grammaticale	Nom neutre
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« S obzirom na to da postoji osnovana sumnja da je sačinjen opći plan na najvišem nivou vlade Republike Sudana da se sprovede protupobunjenička kampanja protiv PPJ i drugih oružanih grupa protivnih vladi, da je ključni dio općeg plana bio protuzakoniti napad na civilno stanovništvo...» (www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1389656.pdf)

- **Fiche 11**

Terme	Stérilisation forcée
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Origine géographique	Du latin - <i>sterilis</i>
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes contre l'humanité, crimes de guerre
Définition	Privation d'une ou plusieurs personnes de la capacité biologique de se reproduire qui n'est pas justifiée par un traitement médical ou hospitalier des personnes concernées ni effectuée avec leur libre consentement.
Remarque linguistique	Le terme <i>stérilisation contrainte</i> est employé plutôt dans des

	contextes traitant le sujet des théories eugéniques.
Synonyme(s)	Stérilisation contrainte
Parasynonyme(s)	Ablation forcée, castration forcée, ovariectomie forcée
Hyperonyme	Violence sexuelle
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Isonyme(s)	Viol, torture, esclavage sexuel, violence sexuelle, prostitution forcée, grossesse forcée
Contexte du terme (+réf.)	« Et répéter inlassablement, depuis près de dix ans, que des femmes roms slovaques ont été massivement victimes de stérilisations forcées. » (www.liberation.fr/monde/2012/12/14/en-slovaquie-le-scandale-de-la-sterilisation-forcee-des-roms_867596)
Equivalent croate	Prisilna sterilizacija
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« On je odbio poslušati naredbu o prisilnoj sterilizaciji, a vlasti su ispunile svoje obećanje i uhitile njegova oca. » (www.vecernji.hr/svijet/kina-prisilno-sterilizira-10000-ljudi-koji-ne-zele-imati-samo-jedno-dijete-130976)

- **Fiche 12**

Terme	Homicide intentionnel
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Statut (usage)	Non renseigné
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes de guerre
Définition	Meurtre d'une ou plusieurs personnes. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949. ⁴⁰

⁴⁰ Les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels sont des traités internationaux qui contiennent les règles essentielles fixant des limites à la barbarie de la guerre. Ils protègent les personnes qui

Synonyme(s)	Meurtre
Parasynonyme(s)	Assassinat
Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Hyponyme(s)	Tuerie
Isonyme(s)	Traitement inhumain, détention illégale, prise d'otages
Contexte du terme (+réf.)	« Remarquons aussi que l'homicide intentionnel visé par la Convention peut être commis soit sur des personnes tombées au pouvoir de l'ennemi, soit sur des militaires combattant dans leur propre armée. » (www.icrc.org/dih/COM/370-580060?OpenDocument)
Equivalent croate	Namjerno ubojstvo
Catégorie grammaticale	Nom neutre
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Optuženici, uključujući vođu Bratstva Mohameda Badia, optuženi su za poticanje nasilja i namjerno ubojstvo policijskih službenika u gradu Al-Adwa u gornjoegipatskoj provinciji Minya. » (croatian.cri.cn/288/2014/04/29/142s76363.htm)

ne participent pas aux hostilités (les civils, les membres du personnel sanitaire ou d'organisations humanitaires) ainsi que celles qui ne prennent plus part aux combats (les blessés, les malades et les naufragés, les prisonniers de guerre).

- **Fiche 13**

Terme	Apartheid
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Statut (usage)	Non renseigné
Origine géographique	<i>Apartheid</i> – mot afrikaans : séparation, du néerlandais <i>apart</i> : à part, séparé
Collocation(s)	Régime de ~, crime de ~
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes contre l'humanité
Définition	Régime de ségrégation systématique, d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux.
Remarque linguistique	Le terme est souvent employé avec le mot <i>crime</i> .
Synonyme(s)	Ségrégation
Parasynonyme(s)	Racisme
Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Isonyme(s)	Persécution, extermination, transfert forcé de population
Contexte du terme (+réf.)	« Alors que l'Israël lance une nouvelle offensive contre Gaza, André Chamy pose la question non pas de la survie de l'Etat hébreu, mais de celle du régime d'apartheid qui s'y exerce. » (www.voltairenet.org/article184842.html)
Equivalent croate	Aparthejd
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Remarque linguistique sur l'équivalent	Le terme peut être employé aussi dans la forme <i>aparthejd</i> au lieu de <i>zločin aparthejda</i> .
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« ...dužnosnici Srbije pozivaju međunarodnu zajednicu da uspostavi "izjednačen odnos" prema svim kosovskim građanima, tvrdeći da na Kosovu nije uspostavljena država nego "aparthejd za Srbe..." »

	(www.jutarnji.hr/kosovo-slavi-petu-godisnjicu-neovisnosti-srpski-duznosnici---na-kosovu-je-uspostavljen-aparthejd-za-srbe/1085869)
--	--

- **Fiche 14**

Terme	Emprisonnement
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	~ illégal
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes contre l'humanité
Définition	Emprisonnement d'une ou plusieurs personnes en les soumettant à une privation de leur liberté physique.
Remarque linguistique	On sous-entend qu'il s'agit d'un emprisonnement illégal
Synonyme(s)	Détention, incarcération, réclusion
Parasynonyme(s)	Arrestation
Hyperonyme	Privation grave de liberté physique qui n'est pas justifiée par la loi.
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Isonyme(s)	Esclavage sexuel, réduction en esclavage, torture
Contexte du terme (+réf.)	« Hamas condamne le jugement injuste stipulant l'emprisonnement illégal du Cheikh Raed Salah en le qualifiant d'une nouvelle agression visant al Aqsa. » (www.alterinfo.net/notes/Hamas-condamne-le-jugement-injuste-stipulant-l-emprisonnement-illegal-du-Cheikh-Raed-Salah_b1816155.html)
Equivalent croate	Zatočenje
Catégorie grammaticale	Nom neutre
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Remarque linguistique sur	Le terme qui apparaît parfois est <i>porobljavanje</i> mais ce terme

l'équivalent	<p>nous semble d'être plutôt dans l'esprit de la langue serbe ou ce que l'on appelle serbo-croate ou BCMS dans les institutions de l'UE.</p> <p>On pourrait échanger ce terme contre le terme croate <i>zatočenje</i>. Néanmoins, ce terme n'est pas parfois suffisamment précis parce qu'il devait sous-entendre qu'il s'agit d'un emprisonnement illégal (<i>nezakonito zatočenje</i>). Nous trouvons qu'il est mieux d'utiliser le terme <i>zatočenje</i> ou bien sa forme élaborée <i>nezakonito zatočenje</i> parce que le terme <i>porobljavanje</i> n'est pas du tout dans l'esprit de la langue croate. Du reste, le terme – <i>réduction en esclavage</i> est traduit dans des documents judiciaires par – <i>porobljavanje</i> et il est donc nécessaire d'éviter l'emploi de ce terme dans d'autres cas. Ces infractions peuvent sembler identiques mais il ne s'agit pas de synonymes et il est donc nécessaire de les distinguer.</p>
Contexte de l'équivalent (+réf.)	<p>« Isidoro Garcia (41) uhićen je pod optužbom za otmicu, silovanje, spolni čin s maloljetnicom i nezakonito zatočenje, priopćila je policija.»</p> <p>(www.jutarnji.hr/pronadana-oteta-zena-iz-kalifornije-zlostavljana-deset-godina/1193287/)</p>

- **Fiche 15**

Terme	Chaîne de commandement
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes de guerre
Définition	Rapport hiérarchisé militaire où les personnages militaires du plus haut grade donnent des commandes et des instructions aux militaires subordonnés et ils en sont responsables.

Synonyme(s)	Hiérarchie du commandement
Hyperonyme	Commandement militaire
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Contexte du terme (+réf.)	« Les forces de l'armée de Terre permettent de répondre à ses engagements avec une chaîne de commandement spécifique et des moyens adaptés à la mission et à la zone d'engagement. » (www.defense.gouv.fr/terre/presentation/organisation-des-forces/organisation-des-forces)
Equivalent croate	Zapovjedni lanac
Catégorie grammaticale	Nom masculin
Source de l'équivalent	www.hrt.hr/arhiv/2001/07/27/HRT0034.html
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Predočivši svjedoku niz izvješća što ih je Blaškić dobivao od brigada na terenu tijekom sukoba u travnju 1993. godine, tužitelj je sugerirao da ona potvrđuju kako komuniciranje i zapovjedni lanac između zapovjednika Blaškića i podređenih postrojba funkcioniraju. » (www.hrt.hr/arhiv/98/10/30/HAG.html)

- **Fiche 16**

Terme	Persécution
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	~ systématique
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes contre l'humanité
Définition	Déni intentionnel et grave de droits fondamentaux en violation du droit international, pour des motifs liés à l'identité du groupe ou de la collectivité qui en fait l'objet.
Synonyme(s)	Maltraitance, mauvaise traitement

Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Hyponyme(s)	Persécution pour des motifs raciaux
Isonyme(s)	Torture, grossesse forcée, réduction en esclavage
Contexte du terme (+réf.)	« Ce sont les termes employés dimanche par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, qui a « condamné de la manière la plus ferme possible la persécution systématique des minorités en Irak par l'Etat islamique (EI) et les groupes armés qui lui sont liés. » » (www.lefigaro.fr/international/2014/0721/01003-20140721ARTFIGO00175-la-persecution-des-chretiens-d-irak-s-apparente-a-un-crime-contre-l-humanite .)
Equivalent croate	Progon
Catégorie grammaticale	Nom neutre
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Remarque linguistique sur l'équivalent	Le terme <i>proganjanje</i> s'utilise aussi dans le même contexte.
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Irački premijer Nouri al-Maliki osudio je progon Kršćana od strane ISIL-a iz iračke provincije Niniva. » (www.advance.hr/vijesti/iracki-premijer-osudio-progon-krscana-u-ninivi-od-strane-isil-a/)

- **Fiche 17**

Terme	Extermination
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Origine géographique	Du latin <i>exterminare</i>
Collocation(s)	~ totale, ~ systématique, guerre de ~, camp de ~, ~ d'un peuple
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes contre l'humanité
Définition	Fait d'imposer intentionnellement des conditions de vie, telles

	que la privation d'accès à la nourriture et aux médicaments, calculées pour entraîner la destruction d'une partie de la population.
Synonyme(s)	Annihilation, élimination, anéantissement, destruction
Parasynonyme(s)	Massacre, tuerie
Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Isonyme(s)	Torture, réduction en esclavage, viol, grossesse forcée
Contexte du terme (+réf.)	« L'invasion de l'URSS, qui risque de gonfler ce chiffre, nécessite une réponse : la politique d'extermination. » (www.cicad.ch/fr/histoire-de-la-shoah/la-solution-finale-extermination-systématique-et-massive-des-juifs-deurope)
Equivalent croate	Istrebljenje
Catégorie grammaticale	Nom neutre
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Ustvrdio je da ovakva mjesta pokazuju da je jedina funkcija režima Nezavisne Države Hrvatske bila istrebljenje Židova i Srba. » (dnevnik.hr/vijesti/hrvatska/jadovno-pokazuje-da-je-jedina-funkcija-ndh-bila-istrebljenje-zidova-i-srba.html)

- **Fiche 18**

Terme	Grossesse forcée
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Crimes de guerre, crimes contre l'humanité
Définition	Incarcération d'une femme mise enceinte de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population.
Parasynonyme(s)	Viol

Hyperonyme	Violence sexuelle
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Isonyme(s)	Stérilisation forcée
Contexte du terme (+réf.)	« En février 1993 Egalité Maintenant a envoyé Feryal Gharahi, une avocate musulmane et vice-présidente d'Egalité Maintenant, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine où elle a documenté l'emploi de viol collectif systématique et la grossesse forcée comme partie de la politique serbe de »purification ethnique « » (www.equalitynow.org/fr/take_action/bosnie_herz_govine_action33)
Equivalent croate	Prisilna trudnoća
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Demus sada želi da se prisilna sterilizacija i prisilna trudnoća također uključe u oblike seksualnog nasilja koje prepoznaje zakon o naknadi štete. » (www.libela.org/prozor-u-svijet/2742-peru-siri-naknadu-za-zrtve-civilnog-rata-i-na-zrtve-seksualnog-nasilja/)

- **Fiche 19**

Terme	Violence sexuelle
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseigné
Collocation(s)	~ systématique
Domaine	Droit international humanitaire
Sous-domaine	Infraction grave
Définition	Attaque de nature sexuelle ou la contrainte à accomplir un acte sexuel au moyen de la force, de la menace ou de la coercition.

Remarque linguistique	Dans le contexte des crimes de guerre il s'agit d'un outil de guerre.
Synonyme(s)	Agression sexuelle
Hyperonyme	Infraction grave
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Hyponyme	Viol, esclavage sexuelle, prostitution forcée
Contexte du terme (+ réf.)	« Les violences sexuelles n'ont rien à voir avec un désir sexuel ni avec des pulsions sexuelles, ce sont des armes très efficaces pour détruire et dégrader l'autre, le soumettre et le réduire à l'état d'objet et d'esclave. » (memoiretraumatique.org/mémoire-traumatique-et-violences/violences-sexuelles.html)
Equivalent croate	Seksualno nasilje
Catégorie grammaticale	Nom neutre
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Contexte de l'équivalent (+réf.)	« Formalni početak rasprave predviđen je u 17 sati, a sudionici su pozvani da se u 16 sati pridruže projekciji dokumentarnog filma Seksualno nasilje i trijumf pravosuđe Međunarodnog kaznenog suda za bivšu Jugoslaviju (ICTY), koji predstavlja napredak u nastojanjima kod procesuiranja seksualnog nasilja u ratnim vremenima. » (www.documenta.hr/hr/okrugli-stol-seksualno-nasilje-u-ratu.html)

- **Fiche 20**

Terme	Personne déplacée
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Statut (usage)	Non renseignée
Collocations(s)	~ de force, ~ intentionnellement, ~ interne
Domaine	Droit international humanitaire

Sous-domaine	Crimes contre l'humanité, crimes de guerre
Définition	Personne expulsée par moyens coercitifs de la région où elle se trouve légalement, sans motifs admis en droit international.
Remarque linguistique	<ul style="list-style-type: none"> - Le terme est souvent accompagné de l'adverbe – <i>illégalement</i>. - On utilise souvent de façon erronée le terme de réfugiés pour désigner les personnes déplacées internes. Contrairement aux réfugiés, les déplacés interne n'ont pas traversé de frontière internationale pour chercher asile dans un autre pays. - La forme abrégée – <i>les déplacés</i> apparaît parfois.
Hyperonyme	Victime
Relation avec l'hyperonyme	Type de
Parasynonyme	Réfugié, émigré
Contexte du terme (+ réf.)	<p>« L'Afrique compte près de 12 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, mais bénéficiant d'une assistance et d'une protection juridique moindres que celles accordées aux réfugiés qui traversent une frontière. »</p> <p>(www.un.org/africarenewal/fr/magazine/april-2010/personnes-deplacées-vers-la-fin-du-calvaire)</p>
Equivalent croate	Preseljena osoba
Catégorie grammaticale	Nom féminin
Source de l'équivalent	narodne-novine.nn.hr/clanci/medunarodni/327978.html
Remarque linguistique sur l'équivalent	<p>Le terme complet est – <i>prisilno preseljena osoba</i> bien que l'on utilise souvent la forme abrégée.</p> <p>Il fallait ajouter que les équivalents proviennent des sources utilisant le langue BCMS, le terme croate spécifique en tant que tel n'existe pas.</p>
Contexte de l'équivalent (+réf.)	<p>« Preseljena osoba gubi mogućnost da kao jedinka i društveno biće živi u svojoj zajednici. »</p> <p>(icty.org/x/cases/naletilic_martinovic/acjug/bcs/060503.pdf)</p>

10. Conclusion

Dans notre travail terminologique nous avons effectué l'analyse de la terminologie française du domaine du droit international humanitaire où plus précisément de la partie du droit international humanitaire qui porte sur le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

D'abord nous avons présenté la théorie de la terminologie et de sa méthodologie de travail et ensuite nous avons appliqué ces règles et cette théorie retenues à la traduction. En utilisant la méthodologie terminologique nous avons traduit le texte choisi en dépouillant le corpus, c'est-à-dire en repérant les termes pertinents. Ce processus devient plus simple car nous employons tous les utiles que le travail terminologique offre – la rédaction d'un glossaire, la création des fiches terminologique et de l'arbre de domaine etc.

Notre travail terminologique nous a quand même posé quelques problèmes. Dans un domaine si étroit il est parfois difficile de trouver des collocations ou des exemples satisfaisant des contextes où les termes sont employés. Ils se limitent à un champ bien délimité et exclusif. Ces termes ne sont guère flexibles (ce qui veut dire que leur application est très limitée et reste dans le champ d'une partie du droit international humanitaire).

Et pourtant on peut les trouver dans les domaines bien différents alors qu'il est connu que les termes d'un domaine spécialisé ne devaient pas être appliqués dans un autre. On peut donc trouver des termes provenant du domaine du droit international humanitaire dans la langue de spécialité appartenant au domaine du droit pénal. Ce comportement « nomade » des termes provenant de notre domaine complique notablement le travail terminologique parce que la délimitation des champs est des fois très difficile. Par ailleurs, la plupart des termes sont de nature nominale et composés de plusieurs unités lexicales ce qui les rend assez longs. La gestion et la manipulation de ce type de termes est très exigeante. Etant donné que les termes choisis ne sont pas de nature technique (ils contiennent des noms plus ou moins connus) on les trouve souvent dans les textes dont la nature n'est pas juridique ou très spécialisée. Par conséquent, ils sont souvent utilisés d'une manière incorrecte ou maladroite. Or, il devient difficile d'organiser un corpus satisfaisant vu que les termes appropriés ont une application rare.

Du reste, il est parfois assez difficile d'identifier les termes car ils sont extrêmement longs et élaborés et invoquent parfois des propositions entières. Il est donc facile de les

confondre avec des phrases entières et procéder à les découper alors qu'ils devaient être repérés en leur totalité comme prévu dans le domaine du droit international humanitaire.

Par exemple le terme *contrainte de servir dans les forces d'une puissance ennemie* est traduit par *prisiljavanje na službu u postrojbama neprijateljske sile*.

Il est extrêmement difficile de trouver ce type de terme en sa totalité dans les textes portant par exemple sur les crimes de guerre. On procède souvent à la découpe des unités du terme et commence à l'utiliser d'une façon descriptive et approximative. En conséquence, les termes sont détruits et une confusion terminologique commence à apparaître. Pourtant nous pouvons comprendre que ce type de termes n'a guère d'application très étendue. Ils n'peuvent être utilisés que dans des documents juridiques, notamment les accusations et les chefs d'accusation. Néanmoins, il est indispensable de procéder à la création d'une analyse terminologique plus sérieuse et plus vaste qui ouvrirait la possibilité d'avoir une base de données ou une banque de termes portant sur cet aspect particulier du droit international humanitaire mais aussi sur le domaine du droit en général. Nous espérons que ce travail pourrait servir d'inspiration pour des projets futurs.

11. Bibliographie :

Andrassy, Juraj; Bakotić, Božidar; Seršić, Maja; Vukas, Budislav. *Međunarodno pravo 3*. Zagreb : Školska knjiga, 2006.

Benyahia, Sofia; Brodeur, France; Dion, Monique. « Chantier terminologique : les bois hors forêt, étude de cas ». *Meta : journal des traducteurs* n° 3, p. 517-527, 1993.

<http://id.erudit.org/iderudit/002061ar>, consulté : le 16 juin 2014

Cabré, Teresa M. *Terminology : Theory, methods and application*. Amsterdam : John Benjamins Publishing Company, 1999.

http://books.google.hr/books?id=GAqGD9Xtu0IC&printsec=frontcover&hl=hr&source=gb_s_g_e_%20%20%20, consulté : le 28 mai 2014

Depecker, Loïck. *Entre signe et concept : Éléments de terminologie générale*. Paris : Presse Sorbonne Nouvelle, 2002.

http://books.google.hr/books?id=FIPEbfecHI0C&printsec=frontcover&hl=hr&source=gb_s_g_e_s_u%20mmary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false, consulté : le 20 juin 2014

Dictionnaire des combinaisons des mots : Les synonymes en contexte. Paris : Le Robert, 2007.

Fabijanić Gagro, S. *Promjena kvalifikacije oružanog sukoba*, *Zb. Prav. fak. Sveuč. Rij.* (1991) v. 29, br. 2, 1067-1092 (2008)

L'Homme, Marie – Claude. « Sur la notion de "terme" ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 4, p. 1112-1132, 2004.

<http://erudit.org/revue/meta/2005/v50/n4/012064ar.pdf>, consulté : le 18 juin 2014.

L'Homme, Marie – Claude. *La terminologie : principes et techniques*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2004.

http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&pg=PA51&lpg=PA51&dq=terminologie+cabré&source=bl&ots=CHGX76rcF9&sig=GQs7OeZT7aAAq_FaXX0XdFFs,

consulté : le 12 juin 2014

Josipović, Ivo. *Odgovornost za ratne zločine pred sudovima u Hrvatskoj : Knjiga I : izvori prava s uvodnom studijom : Odgovornost za ratne zločine – povijesni korijeni, međunarodna iskustva i hrvatska praksa*. Zagreb : Pravni fakultet Sveučilišta u Zagrebu, 2006.

Larivière, Louise. « Comment formuler une définition terminologique ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 3, p. 405-418, 1996.

<http://id.erudit.org/iderudit/003401ar.pdf>, consulté : le 20 juin 2014

Le nouveau Petit Robert de la langue française. Paris : Le Robert, 2007.

Nakos-Aupetit, Dorothy. « Réflexions sur la terminologie ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 2, p. 254-256, 1980.

<http://id.erudit.org/iderudit/001925ar.pdf>, consulté : le 17 juin 2014

Novoselec, Petar (ur.). *Posebni dio kaznenog prava*. Zagreb : Pravni fakultet Sveučilišta u Zagrebu, 2006.

Putanec, Valentin. *Francusko-hrvatski rječnik*. Zagreb : Školska knjiga, 2003.

Zafio, N. Massiva. « L'arbre de domaine en terminologie ». *Meta : journal des traducteurs*, n° 2, p. 161-168, 1985.

<http://id.erudit.org/iderudit/004635ar.pdf>, consulté : le 22 juin 2014

12. Sitographie :

www.adde.be/J_15/index.php?option=com_content&view=frontpage&Itemid=58
www.bt-tb.tpsgc-pwgsc.gc.ca/btb.php?lang=fra&cont=308
www.dictionnaire-juridique.com
www.icrc.org/fre/war-and-law/treaties-customary-law/geneva-conventions/
laws.justice.gc.ca/fra/lois/C-45.9/
www.icc-cpi.int/FR_Menus/icc/pages/default.aspx
www.ohchr.org/Documents/Countries/CD/Fiche2_crimes_FINAL.pdf
wcjp.unicri.it/deliverables/docs/Module_8_War_crimes_BCS.pdf
www.hpc.hr/dokumenti/Clanci/DavorinLapas-Medjunarodnopravnazastitaizbjeglica.pdf
www.unhcr.hr/index.php
www.france-terre-asile.org/demande-dasile/statut-de-refugie
www.ofpra.gouv.fr/index.html
www.operationspaix.net
www.icc-cpi.int/iccdocs/asp_docs/library/asp/Plan_of_Action_-_Croatia_-_Croatian_-_2007.pdf
www.ailia.ca/Entrevue+avec+Marie-Claude+LHomme
www.dglflf.culture.gouv.fr/publications/Reperes11_Termino-Neo.pdf
Psydoc-fr.broca.inserm.fr/colloques/cr/j4/blanchon.html
www.termisti.org./rifal/cahiers/rint18/rint18.pdf
htl.linguist.univ-paris-diderot.fr/num5/articles/Cabré_2012
www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/333331/afghanistan-l-onu-denonce-la-torture-des-prisonniers

13. Annexe